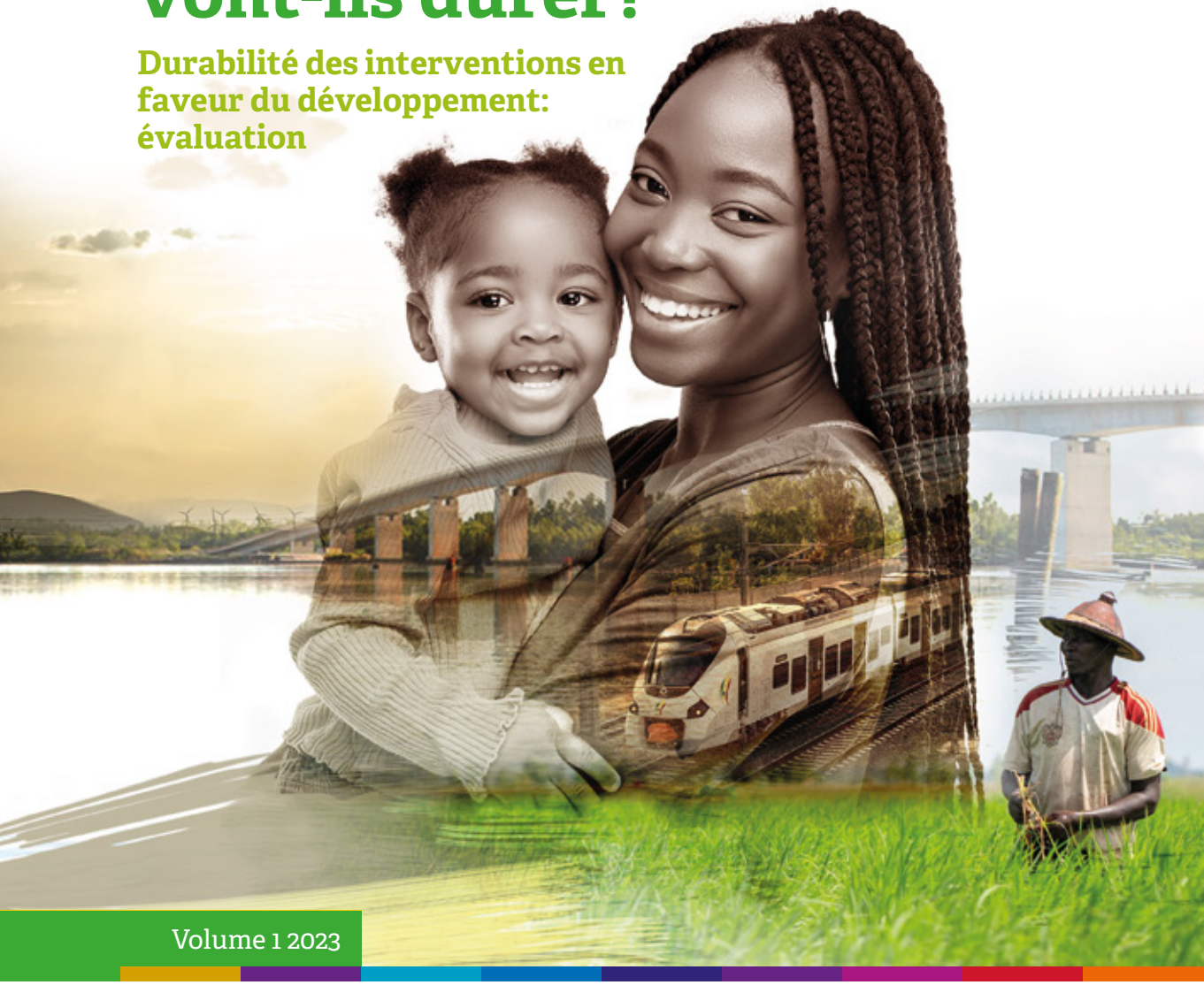
eVALUation Matters

Un magazine sur l'évaluation du développement

Les avantages résultant de ces interventions vont-ils durer?

Durabilité des interventions en faveur du développement: évaluation



Volume 1 2023

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

IDEV
Évaluation indépendante du développement
Banque africaine de développement

IDEV

Évaluation indépendante du développement
Banque africaine de développement

*De l'**expérience** à la **connaissance**...*
*De la **connaissance** à l'**action**...*
*De l'**action** à l'**impact***

eVALUation Matters

est un magazine de l'Évaluation Indépendante du Développement du groupe de la Banque africaine de développement.
Il propose différentes perspectives et perceptions sur des questions liées à l'évaluation et au développement.

Coordinateur du magazine :

Marc Ghislain Bappa, Chargé de la gestion des connaissances, IDEV

Rédactrice en chef :

Kate Stoney, Chargée supérieure de la communication, IDEV

Remerciements:

IDEV remercie l'ensemble des examinateurs, éditeurs et personnes qui ont contribué à la présente édition.

Édition et traduction:

Kate Stoney, Christine Bukania et Samia Diri

Conception et mise en page:

ITW Global

Crédits photographiques:

Banque africaine de développement (BAD) et tous les auteurs de la présente édition qui ont fourni de manière individuelle des photos, des images et/ou des illustrations pour accompagner leur article.

À propos de l'Évaluation indépendante du développement:

L'Évaluation indépendante du développement œuvre à améliorer l'efficacité des activités de développement de la BAD dans ses pays membres régionaux grâce à des évaluations indépendantes et essentielles et à des partenariats au service du partage des connaissances.

Clause de non-responsabilité:

Les points de vue exprimés dans la présente publication sont ceux des auteurs uniquement et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'employeur, de l'organisation ou de tout autre groupe ou individu auquel ils peuvent être associés.

Évaluateur général :

Karen Rot-Münstermann k.rot@afdb.org

Chefs de division:

Rufael Fassil r.fassil@afdb.org
Madhusoodhanan Mampuzhasseril m.mampuzhasseril@afdb.org
Jayne Musumba j.musumba@afdb.org

Donnez-nous votre avis:

Téléphone (IDEV) +225 27 20 26 28 41
Téléphone (Service de réception de la BAD) +225 27 20 26 39 00

Nous écrire : 01 BP 1387
Avenue Joseph Anoma,
Abidjan 01, Côte d'Ivoire

Envoyez-nous un courriel: idevhelpdesk@afdb.org

Retrouvez-nous en ligne: idev.afdb.org
afdb.org

Communiquer avec nous sur: @evaluationafdb
IDEV/AfDB
IDEV/AfDB
IDEV/AfDB

© 2023 – Banque africaine de développement (BAD)

Introduction

La notion de durabilité comporte de nombreux aspects à considérer: quelle est la probabilité que les impacts positifs résultant d'une intervention dans un contexte de développement donné durent dans le temps? Dans quelle mesure est-il important d'adopter une approche holistique en matière de développement, et qui sont les acteurs susceptibles de contribuer efficacement à un succès durable? Quels sont les types d'évaluation les mieux adaptés pour mesurer la durabilité et couvrent-ils l'ensemble des aspects de la durabilité (environnementale, sociale et économique)? Les évaluateurs s'emploient à cerner les pratiques exemplaires et à fournir des données probantes permettant de connaître les facteurs sous-jacents liés aux résultats en matière de développement durable. Le magazine eVALUation Matters donne la parole aux acteurs concernés pour évoquer ce sujet.



L'actualité en images, page 64

Table des matières

4 **Un mot de la Direction d'IDEV**

Madhusoodhanan Mampuzhasseril, chef de division, Évaluations de l'agriculture; du développement humain et social; des pays et les évaluations institutionnelles, Evaluation Indépendante du Développement, Banque africaine de développement

8 **Durabilité des avantages: approches et conclusions présentées dans une perspective rurale**

Fabrizio Felloni et Fumiko Nakai, Bureau indépendant d'évaluation (IOE) du Fonds international de développement agricole (FIDA)

Cet article présente la méthodologie d'évaluation du FIDA et passe en revue le type de données utilisées pour mesurer la durabilité, ainsi que des exemples de facteurs clés de durabilité.

18 **Au-delà des solutions à court terme: un impact durable en faveur des enfants en Afrique orientale et australe**

Bikul Tulachan, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Une synthèse de l'évaluation a fourni des informations précieuses sur la durabilité des initiatives de l'UNICEF en Afrique de l'Est et en Afrique Australe.

26 **L'importance du suivi systématique pour la durabilité des projets : perspectives de l'Ouganda**

Josephine Tushabe (Daktari East Africa) et Rose B. Namara (Uganda Management Institute)

Cet article conceptualise et discute trois dimensions de la capacité de suivi de routine en vue d'améliorer les résultats en matière de durabilité obtenus par les projets de conservation communautaires.

36 **Arrêter la gangrène: pourquoi la qualité compte-t-elle lorsqu'il est question de durabilité dans la pratique?**

Kerstin Danert, de l'entreprise Ask for Water GmbH et Sean Furey, directeur du secrétariat du Réseau pour l'approvisionnement en eau en milieu rural (RWSN) de la Skat Foundation en Suisse

Un exemple simple, celui des pompes manuelles, montre comment l'attention portée au contrôle et à la vérification de la qualité lors de l'acquisition et de la mise en œuvre des infrastructures permet d'améliorer les performances et la durabilité des services publics.

50 **Quelles sont les données probantes relatives à l'impact à long terme généré par les interventions dans le domaine des systèmes alimentaires?**

Pierre Marion et Charlotte Lane de l'Initiative internationale pour les évaluations d'impact (3ie)

Face à l'insuffisance de données probantes pour répondre aux besoins de prise de décision, les auteurs recommandent la réalisation de nouvelles évaluations d'impact rigoureuses afin de déterminer les véritables effets à long terme des interventions dans le domaine des systèmes alimentaires en Afrique subsaharienne.

64 **Actualité en images**

67 **Fraîchement publié**

"Les chaînes d'approvisionnement doivent faire l'objet de mesures incitatives pour être en mesure de fournir un produit ou un service de qualité, à la fois grâce aux tendances positives du marché et à une réglementation constructive ."

Sean Furey, directeur du secrétariat du Réseau pour l'approvisionnement en eau en milieu rural (RWSN), Skat Foundation (Suisse)

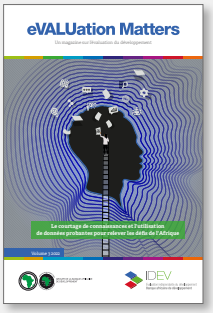
eVALUation Matters

Date de publication: March 2023

Calendrier éditorial:

Volume 2, 2023: Évaluations rapides & en temps réel: vers une prise de décisions plus rapide

Volume 3, 2023: L'engagement des parties prenantes dans l'évaluation



Trouver eVALUationMatters sur https://idev.afdb.org/page/evaluation-matters-magazine



Un mot de la Direction d'IDEV

Dans les années 1980, une commission des Nations Unies a publié le rapport Our Common Future («Notre avenir à tous»), qui définit le développement durable comme un «mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs». Cette commission a ajouté que la durabilité constitue une approche holistique qui prend en considération les dimensions environnementale, sociale et économique, convenant que les trois piliers de la durabilité ne sauraient être dissociés si l'on souhaite parvenir à une prospérité durable. L'évaluation nous permet de savoir si les trois dimensions de la durabilité sont correctement prises en considération. Les 17 Objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations Unies en 2015 sont depuis lors une référence pour les évaluateurs et couvrent de multiples domaines, tels qu'une croissance économique durable, l'éradication de la faim et de la pauvreté, l'eau propre et l'assainissement, une énergie propre ayant un coût abordable, ainsi qu'une consommation et une production responsables.

Il existe de nombreuses approches qui permettent de mesurer et d'évaluer la durabilité, domaine qui évolue rapidement. La présente édition d'Evaluation Matters

propose six articles qui couvrent un large éventail de thèmes liés au développement. Les auteurs abordent régulièrement le thème de la durabilité du développement dans un contexte rural, ce qui nous donne la possibilité d'envisager la durabilité sociale sous différents angles. Dans les présents articles figurent une étude relative à la durabilité menée en Ouganda, qui met en lumière les projets communautaires de conservation de la nature et l'importance des capacités de suivi systématique, ainsi qu'une évaluation de l'UNICEF qui nous permet de mieux comprendre les mécanismes dont doivent être dotés les programmes en faveur des enfants en Afrique orientale et australe afin qu'ils produisent des impacts durables. L'un des articles, qui porte sur les infrastructures d'eau en milieu rural, examine l'importance d'équipements de qualité, de mesures incitatives appropriées, des capacités en matière de gestion et de la reddition de comptes pour que les avantages procurés par les investissements soient durables. Un autre article rédigé du Fonds international de développement agricole (FIDA) étudient d'autres types de facteurs favorisant la durabilité pour la lutte contre la pauvreté rurale en Afrique. Enfin, des évaluateurs travaillant pour l'Initiative internationale pour l'évaluation d'impact (3ie) examinent la durabilité des interventions dans le domaine des systèmes alimentaires en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en Afrique subsaharienne, mise en évidence dans les évaluations d'impact.

Il ressort de la présente édition d'Evaluation Matters que le renforcement des systèmes, des institutions ou des capacités en vue d'accroître la résilience au changement ou aux chocs et de soutenir le développement futur est un élément clé de la réussite. Nous constatons également qu'il est beaucoup plus probable d'atteindre la durabilité lorsqu'un plan d'urgence est en place et à l'appui des investissements sur le plan financier, économique, social et environnemental.

Nous espérons que les connaissances combinées sur les critères, méthodes et conclusions de l'évaluation, ainsi que d'autres orientations contextuelles, seront utiles pour atteindre et évaluer la durabilité dans les futurs projets de développement.

Bonne lecture!

À propos du chef de la division Agriculture, développement humain et social, Évaluations des pays et évaluations institutionnelles

Avant de rejoindre la Banque africaine de développement en 2009, **Madhusoodhanan (Madhu) Mampuzhasseril** a travaillé en tant que consultant pendant de nombreuses années pour IDEV sur des évaluations de type sectoriel dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et du développement rural, la stratégie et le processus de décentralisation de la Banque, la qualité à l'entrée des opérations et des stratégies du FAD, la politique et les pratiques opérationnelles en matière d'approvisionnement, la gestion du budget administratif, la gestion des ressources humaines et le processus d'assurance qualité tout au long du cycle du projet. Madhu a supervisé plus de vingt évaluations de stratégies et de programmes nationaux, des évaluations d'entreprise, y compris la stratégie décennale de la Banque, et l'engagement de la société civile ; des évaluations du développement des chaînes de valeur agricoles, des partenariats et de la syndication des prêts ; des synthèses d'évaluation de la gestion des finances publiques, de la croissance inclusive et de l'intégration de la dimension de genre.

Madhu a entre autres aussi travaillé à la VIKSAT Nehru Foundation for Development et au Centre for Development Studies and Activities, où il a occupé le poste de directeur adjoint de 1996 à 2000.

Il est en outre titulaire de diplômes de troisième cycle en politique et planification du développement (Université du Pays de Galles), en planification du développement (Université de Pune, en Inde) et en économie (Université de Calicut, en Inde).



Durabilité des avantages: approches et conclusions présentées dans une perspective rurale

La pauvreté rurale ne disparaîtra certainement pas si les avantages obtenus grâce au projet s'estompent rapidement après la suppression de l'appui fourni, or le bien-être des ménages et des communautés rurales doit s'améliorer à long terme. Le présent article rend compte de l'expérience acquise en matière d'évaluation de la durabilité des avantages découlant des interventions en faveur du développement appuyées par le FIDA, en mettant l'accent sur les petites exploitations agricoles et les activités d'économie rurale à petite échelle. Il examine la méthode d'évaluation du FIDA et le type de données probantes utilisées pour mesurer la durabilité, ainsi que des exemples de facteurs clés qui la favorisent. Enfin, le présent article montre comment l'évaluation de la durabilité a suscité un débat organisationnel et amené à choisir des mesures particulières visant à promouvoir la durabilité.

Fabrizio Felloni et Fumiko Nakai, Bureau indépendant d'évaluation (IOE) du Fonds international de développement agricole (FIDA)

Messages clés

- Les projets de développement devraient prévoir une stratégie de durabilité à part entière dès leur phase de conception.
- Les résultats des activités de développement dans les zones rurales marginalisées mettent de nombreuses années à se manifester et encore plus à se consolider.
- Un certain niveau d'attention et d'efforts sont requis en vue de créer un environnement et des conditions plus propices à la durabilité des avantages obtenus, or le fait de se concentrer sur la réalisation des objectifs peut avoir pour conséquence de réduire cette attention et ces efforts.

La durabilité dans un contexte global et rural

L'adoption en 2015 de la résolution «Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030» par l'Assemblée générale des Nations Unies a mis en avant la question de la durabilité des avantages obtenus grâce aux interventions en faveur du développement.

La durabilité est l'un des critères d'évaluation reconnus au niveau international, avec la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et, plus récemment, la cohérence (OECD-DAC, 2021). Selon la définition du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, la durabilité est la mesure dans laquelle les avantages nets résultant de l'intervention se maintiennent ou sont susceptibles de se maintenir. Le CAD recommande une analyse de la durabilité à plusieurs niveaux: financier, économique, social et environnemental.

Le FIDA estime qu'il est fondamental que les avantages découlant des interventions en faveur du développement rural et de la réduction de la pauvreté soient durables. Compte tenu des désavantages dont souffrent les populations rurales dans les domaines du capital humain et social, de la santé et de l'accès aux revenus et aux actifs, il est nécessaire que les effets bénéfiques sur les populations rurales soient pérennes en vue de les sortir de la pauvreté.

L'intérêt accru porté aux évaluations d'impact a réduit l'importance accordée à la durabilité

Au cours des 15 dernières années, la littérature économique portait principalement sur les évaluations d'impact, qui sont en règle générale définies comme des évaluations qui tentent d'établir un lien de cause à effet entre une intervention en faveur du développement et certains changements tangibles (Gertler et al., 2016 ; White et Raitzer, 2017). Elles reposent sur la comparaison entre ▶▶

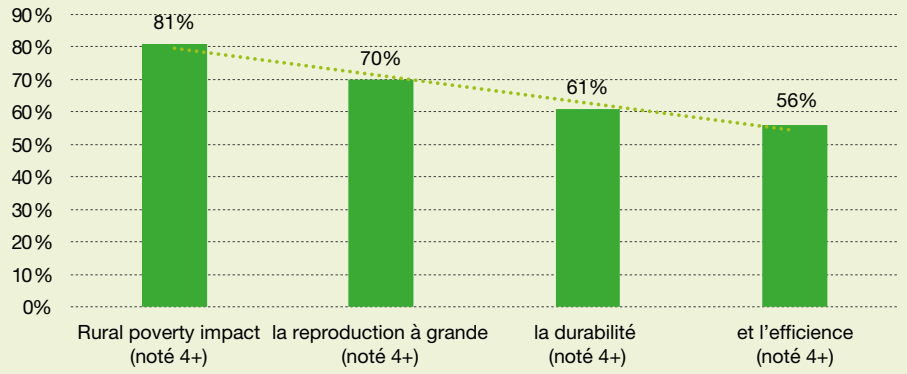
des ménages (ou des individus) du groupe test qui ont bénéficié d'une intervention en faveur du développement et une «situation contrefactuelle», c'est-à-dire, dans la plupart des cas, des ménages (ou des individus) n'ayant pas bénéficié de la même intervention. Il est intéressant de noter que la définition du terme «impact» retenue dans ces études est très large et inclut les effets à court terme, qui sont considérés dans la plupart des évaluations comme faisant partie de l'efficacité (c'est-à-dire la capacité à atteindre les objectifs immédiats fixés pour une intervention). L'évaluation d'impact est certes importante, mais elle se fait souvent au détriment de la durabilité.

Un récent rapport du Bureau indépendant d'évaluation (BIE) du FIDA (IOE, 2022a) a permis de constater qu'entre 2011 et 2020, 81 % des évaluations de projets avaient donné lieu à des notes satisfaisantes pour l'impact (figure 1). Toutefois, la proportion de projets ayant obtenu des notes satisfaisantes combinées pour l'impact et la durabilité était de 60 %. En d'autres termes, 21 % des projets ont été évalués positivement pour ce qui est de l'impact, mais ne présentaient que peu de perspectives de durabilité. La figure 1 laisse à penser que l'impact ne devrait pas être analysé séparément des autres critères afin de parvenir à un jugement plus équilibré et plus éclairé.

Évaluation de la durabilité au FIDA. La durabilité est évaluée au niveau du projet et du programme du pays. Conformément au dernier manuel d'évaluation du FIDA (IFAD, 2022c),[1] les évaluations apprécient les éléments énumérés ci-après.

La viabilité financière/économique s'applique généralement aux activités productives portées par des projets, telles que les entreprises de production agricole ou les entreprises rurales non agricoles. Il est possible de vérifier leur rentabilité en élaborant des budgets au niveau de l'entreprise, sachant que l'une des difficultés réside dans l'estimation des coûts imputés pour l'amortissement du capital fixe. Il peut également être nécessaire de tenir compte de la disponibilité des services financiers à l'appui des activités productives, par exemple en examinant les capacités et les performances

Figure 1: Pourcentage de projets ayant obtenu une note modérément satisfaisante ou plus que satisfaisante pour l'impact sur la pauvreté rurale et d'autres critères sélectionnés, lorsque les projets ont été achevés au cours de la période 2011-2020 (données en pourcentage, N=284)



Note: la première colonne indique le pourcentage de projets ayant obtenu une note modérément satisfaisante ou plus que satisfaisante pour l'impact (c'est-à-dire 4 sur une échelle de 1 à 6). Les deuxième, troisième et quatrième colonnes indiquent le pourcentage de projets ayant obtenu une note de 4 et plus pour l'impact et une note de 4 et plus pour la reproduction à plus grande échelle, la durabilité et l'efficience.

Source: IOE (2022a)

des institutions de microfinance dans des domaines tels que la qualité du portefeuille de prêts, la rentabilité, l'efficience, ainsi que la clientèle et la gamme de services proposés.

La durabilité sociale vise à promouvoir la cohésion et la solidarité au sein des communautés en incluant des groupes marginalisés selon leur âge, leur sexe, leurs études, leur appartenance ethnique, leur religion, leurs désavantages sociaux ou leur handicap physique et en favorisant l'égalité d'accès aux ressources et aux sources de revenus. La durabilité sociale requiert également une évaluation de la solidité des organismes communautaires locaux (tels que les associations des usagers de l'eau, les coopératives ou groupes d'épargne et de prêt) bénéficiant de projets. Ces organismes doivent disposer d'une capacité organisationnelle adéquate et être financièrement viables pour être capables de poursuivre leurs activités même en cas de réduction ou d'absence de soutien extérieur. Les évaluateurs apprécient cette capacité en menant des enquêtes et des entretiens avec les membres de l'organisme et en examinant ses statuts et ses documents financiers.

La durabilité environnementale et la résilience aux changements climatiques, sachant que l'accent est mis sur la protection de la fertilité des sols, des sources d'eau, de la végétation et de la biodiversité, sur la promotion de la santé et de la régénération des forêts et sur la prévention de la pollution. On s'intéresse aux pratiques qui améliorent la résilience aux phénomènes liés aux changements climatiques, tels que la modification des régimes de précipitations, les variations moyennes ou extrêmes de température (qu'elles soient élevées ou faibles), l'élévation du niveau de la mer et la salinité des sols dans les zones côtières. Les données sont recueillies entre autres à partir d'études, d'analyses du sol et d'images satellites, et sont susceptibles d'être recoupées avec des entretiens qualitatifs menés auprès d'informateurs locaux.

La durabilité au niveau décisionnel ou le soutien continu aux initiatives de développement apporté par les décideurs à l'échelle nationale et locale, qui peut être prouvé par l'existence d'instruments juridiques garantissant les droits des utilisateurs ou la sécurité foncière (p. ex.: accès à la terre, à l'eau, aux forêts, aux pâturages ou à d'autres ressources naturelles). Parmi les autres données probantes, citons la mise en place d'organismes de service public tels qu'une unité de microfinance au sein de la Banque centrale ou une division dédiée à l'irrigation à petite échelle au sein du Ministère de l'eau, qui s'occuperait des interventions financées par le FIDA. Parmi une autre série d'indicateurs figure la disponibilité des ressources financières visant à garantir la prestation récurrente de services de base une fois le projet achevé. En outre, les risques de revirement des politiques, par exemple en cas de changement de gouvernement, doivent être pris en considération dans l'analyse. L'analyse implique d'autres éléments essentiels, à savoir l'examen des documents d'orientation, les lignes budgétaires, l'organisation d'entretiens avec les décideurs publics (à l'échelle nationale et locale) et d'autres partenaires de développement.

La reproduction à grande échelle est un domaine de la durabilité qui renvoie à l'engagement pris par les principaux partenaires de développement (gouvernements nationaux et locaux, organisations internationales, entités privées, organisations non gouvernementales et organismes communautaires locaux) à étendre les interventions organisées grâce aux fonds du FIDA et leurs résultats. Pour évaluer ce domaine, il convient de repérer les instruments financiers, organisationnels et juridiques utilisés par les partenaires en vue d'amplifier les résultats.

Menaces et facteurs favorables à la durabilité

Les conclusions issues des évaluations indépendantes du FIDA au niveau des projets et des programmes nationaux ▶▶

sont regroupées dans un rapport annuel (IOE, 2015, 2019, 2022a).[2] Le tableau 1 présente certaines réflexions concernant la durabilité tirées d'évaluations antérieures.

Les principaux facteurs favorisant la durabilité sont l'«appropriation» des interventions en faveur du développement par le gouvernement et les communautés, ainsi que l'adéquation des investissements dans le capital humain et social et les capacités institutionnelles. D'autres aspects, tels que la rentabilité des activités productives, l'accès continu aux apports et aux services (p. ex., les semences améliorées et les services agronomiques) et la gestion de l'environnement, sont parfois également liés aux capacités institutionnelles. Par exemple, l'accès continu à des conseils techniques passe par des fournisseurs de services de conseil publics ou privés compétents. Par ailleurs, il est primordial que chacun comprenne bien les règles, les rôles et les responsabilités des différents acteurs (agriculteurs sédentaires, éleveurs, autorités traditionnelles et locales) afin de parvenir à une gestion durable des ressources naturelles, telles que les pâturages, les forêts et l'eau.

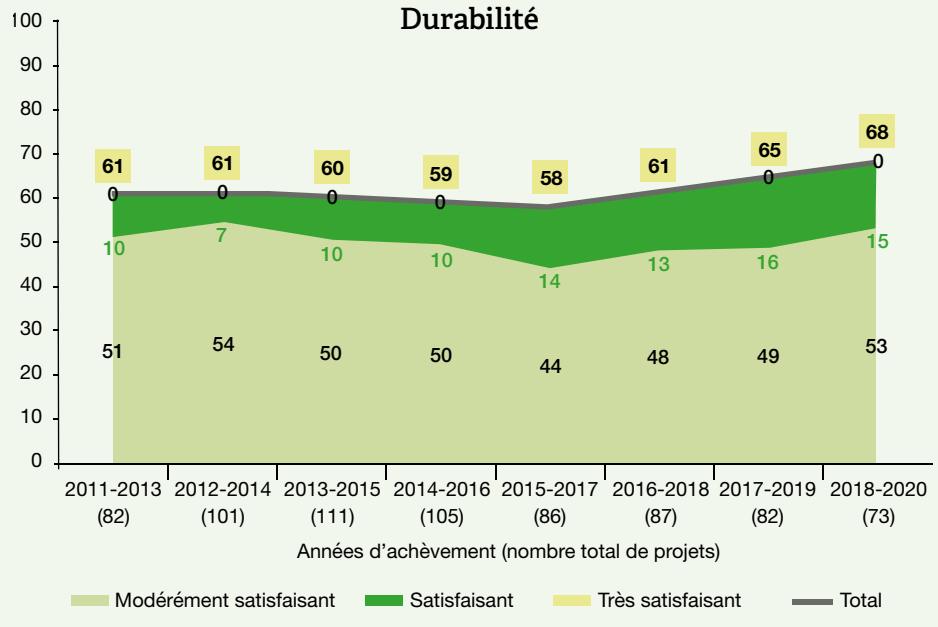
Une évaluation réalisée au Soudan, pays fragile et théâtre de conflits, illustre les idées évoquées précédemment (IFAD, 2020b). Dans le cadre de différents projets, des investissements considérables visant à renforcer les institutions communautaires locales ont été consentis afin de mieux gérer les ressources naturelles et de faire face aux conflits qui y sont liés. Les communautés ont participé activement à l'exploitation et à l'entretien des infrastructures d'eau potable. Dans certaines régions, les projets ont aidé les communautés rurales à créer des réseaux afin d'encourager l'action collective, par exemple dans le domaine de la gestion des ressources naturelles.

Le tableau 1 présente les facteurs non favorables à la durabilité, dont bon nombre «réfléchissent» en quelque sorte les facteurs favorables. Les retards dans la mise en œuvre (un problème d'efficience fréquent dans les projets financés par le FIDA) sont

Tableau 1: Facteurs favorisant et compromettant les performances des projets pour ce qui est de la durabilité

Facteurs favorables	Facteurs non favorables
Fort niveau de participation et d'appropriation du gouvernement national/infranational et des communautés	Manque d'interaction avec les systèmes et processus de gouvernance nationaux/ infranationaux
Investissements dans le développement du capital humain et social	Allocation insuffisante de ressources budgétaires pour les travaux et services publics (ex. : entretien des infrastructures rurales)
Investissements dans le renforcement des institutions et de la gouvernance (p. ex., capacités des organismes publics aux niveaux central, déconcentré et décentralisé)	Capacités indisponibles ou insuffisantes des prestataires de services
Mécanismes de financement permanents (ex. : perception de redevances, allocation de ressources budgétaires par le gouvernement).	Participation limitée du secteur privé aux interventions en faveur du développement de la chaîne de valeur
Rentabilité de la production agricole soutenue par des interventions axées sur le marché	Manque d'interaction et de synergies avec d'autres initiatives complémentaires
Stratégie claire de disponibilité/fourniture continue d'apports et de services	Risque de fragilité et faible résilience de la population cible
Interventions tenant compte de manière appropriée de l'environnement et des ressources naturelles à long terme	Retards dans la mise en œuvre

Figure 2: Pourcentage de projets ayant obtenu une note modérément satisfaisante ou plus que satisfaisante de 2011 à 2020 (par année d'achèvement du projet)



Source: IOE (2022a)

susceptibles de nuire à la qualité et aux résultats des interventions, ce qui compromet la durabilité des projets. La fragilité et les risques de conflit constituent également des menaces à la durabilité. Au Soudan, la durabilité des services offerts par les institutions financières, du budget de l'État et de l'entretien des infrastructures sur le plan technique était incertaine. En outre, l'évaluation au Soudan a mis en évidence le manque d'attention accordée au renforcement des capacités institutionnelles dans les organismes gouvernementaux partenaires, ce qui a diminué la durabilité.

Efficacité, efficience, impact et durabilité des projets : un exercice d'équilibre

De nombreux projets en faveur du développement s'exécutent sous pression pour que certains objectifs soient atteints dans un délai limité. D'après des évaluations indépendantes du FIDA, la profondeur et la qualité des interventions dans le cadre des projets sont compromises car l'on tente de couvrir des zones étendues et parfois dispersées afin d'atteindre un maximum de villages, de groupes, de ménages et d'individus. Même lorsque les données de sortie quantitatives semblent satisfaisantes, la faible qualité de la mise en œuvre réduit l'impact et compromet la durabilité.

Un certain niveau d'attention et d'efforts sont requis en vue de créer un environnement et des conditions plus propices à la durabilité des avantages obtenus (p. ex., l'existence de services, de liens institutionnels, d'une bonne gouvernance), or le fait de se concentrer sur la réalisation des objectifs peut avoir pour conséquence de réduire cette attention et ces efforts. Les projets de développement ruraux sont souvent exécutés dans des conditions difficiles, par exemple dans des endroits isolés, dans des zones fragiles ou à fort risque de conflits, avec des capacités humaines réduites, une disponibilité limitée des prestataires de services et des institutions faibles. Dans un tel contexte, le renforcement du capital humain et social et des capacités institutionnelles est forcément un ▶▶

processus lent, qui requiert des investissements continus à long terme et qui ne peut se concrétiser lorsqu'un projet ne dure qu'entre cinq et sept ans. Les institutions financières devraient donc s'accorder sur la nécessité de planifier un ensemble cohérent d'interventions sur la durée.

Évaluation de la durabilité dans un contexte de développement rural

Les évaluations de la durabilité dépendent vraisemblablement du moment où elles sont menées. De toute évidence, l'une des difficultés tient à ce que l'évaluation de la durabilité nécessite une certaine prévisibilité des scénarios futurs. Les évaluations de projet réalisées un ou deux ans après la fin du projet sont à même de donner un premier aperçu des facteurs susceptibles de favoriser ou au contraire d'entraver un flux d'avantages futurs. Pour évaluer la durabilité dans un délai approprié, il conviendrait de mener une évaluation à posteriori (après la fin du projet) et d'examiner la durabilité pendant plusieurs années (p. ex. cinq ans ou plus). Les organisations internationales œuvrant en faveur du développement mènent peu d'évaluations de ce type pour des projets individuels, en raison de leur prix élevé et faute de demande institutionnelle de la part des organes de gestion et de direction. Il serait plus rentable d' intégrer l'évaluation à posteriori de la durabilité dans une évaluation de programme par pays, laquelle est notamment susceptible de réexaminer des projets plus anciens et d'offrir ainsi une vision à plus long terme de la durabilité.

Tirons-nous les enseignements des expériences passées?

Au FIDA, le rapport annuel consolidé sur l'évaluation aide à établir une série chronologique des performances des projets selon les différents critères d'évaluation. La figure 2 montre que le pourcentage de projets ayant reçu une note positive en matière de durabilité est resté relativement stable entre 2011 et 2020, par rapport à l'année de clôture du projet. Entre 2017 et 2020, on observe une tendance à la hausse, bien que l'augmentation (+10 %) soit due uniquement à un petit nombre de projets (7 ou 8).

Il n'existe pas encore de données probantes solides permettant de déterminer les facteurs ayant favorisé une telle augmentation. Toutefois, les conclusions issues de certaines évaluations indépendantes ont suscité un dialogue au sein du FIDA sur l'importance d'anticiper les mesures requises en vue d'atteindre et de favoriser la durabilité, ce qui a abouti à de nouvelles exigences pour les projets du FIDA. D'abord, ils doivent inclure une stratégie visant la durabilité dès la phase de conception du projet. Ensuite, une mission de supervision doit régulièrement et systématiquement examiner les perspectives de durabilité. Enfin, la stratégie visant la durabilité doit être réévaluée en consultation avec le gouvernement à la fin du projet. Les lignes directrices relatives à l'élaboration de stratégies de retrait lors de la phase de conception du projet et à l'évaluation des progrès accomplis en matière de durabilité pendant la mise en œuvre et à la clôture du projet ont été révisées et développées depuis 2020.

Même s'il n'est pas possible d'établir un lien de cause à effet entre les mesures susmentionnées et la légère tendance à la hausse observée dans la figure 2, il est évident que l'analyse d'évaluation a contribué à une prise de conscience au sein de l'équipe de direction du FIDA, ainsi qu'auprès des organismes chargés de l'exécution des projets dans les pays empruntant au FIDA.

Remarques de conclusion

La durabilité des avantages obtenus grâce aux interventions en faveur du développement est essentielle pour réduire la pauvreté rurale et est au cœur du Programme pour le développement durable à l'horizon 2030. Il est vrai que l'attention accrue portée depuis peu aux évaluations d'impact a favorisé une prise de conscience sur la nécessité de

déterminer rigoureusement les résultats en matière de développement. Néanmoins, l'importance de la durabilité aux fins de la réduction de la pauvreté n'a pas été assez soulignée, car les acteurs concernés se sont avant tout concentrés sur les changements à court terme. D'après notre expérience au FIDA, les résultats en matière de développement prennent plusieurs années à se manifester dans les zones rurales marginalisées et encore plus pour se solidifier.

Le renforcement des capacités des organismes communautaires locaux et des prestataires de services à l'échelle locale et centrale du gouvernement prend du temps. Or ce processus de renforcement est essentiel en vue de maintenir un flux de soutien aux clients finaux des interventions en faveur du développement. De telles capacités sont plus difficiles à évaluer avec les métriques quantitatives des évaluations d'impact. Il faut trouver le juste équilibre entre une large dissémination et la concrétisation d'objectifs ambitieux ainsi que le renforcement des capacités des institutions dans une perspective à plus long terme.

Les conclusions issues de l'évaluation ont contribué à faire prendre conscience au FIDA et aux organismes d'exécution des projets dans les pays en développement de l'importance de définir une stratégie visant la durabilité dès la phase de conception du projet et tout au long de son cycle. eVALU

Notes de fin

1. La durabilité y est définie comme la « mesure dans laquelle les avantages nets de l'intervention ou de la stratégie perdurent et sont reproduits à plus grande échelle (ou sont susceptibles de perdurer et d'être reproduits à plus grande échelle) par les autorités publiques, les organisations donatrices, le secteur privé et d'autres organismes (cf.: *https://ioe.ifad.org/fr/w/evaluation-manual-third-edition)*
2. Le rapport annuel sur l'évaluation indépendante (anciennement connu sous le nom de «rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA»).

Références

1. General Assembly (2015). *Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development.* Resolution 70-1. New York: United Nations.
2. Gertler, P. J., Martinez, S., Premand, P., Rawlings, L.B., and Vermeersch, C. M. J. (2016). *Impact evaluation in practice. 2nd edition.* Washington DC: Inter-American Development Bank and World Bank. Disponible sur: https://doi:10.1596/978-1-4648-0779-4
3. OECD-DAC (2021). *Applying evaluation criteria thoughtfully.* Paris: OECD Publishing. https://doi.org/10.1787/543e84ed-en
4. IOE (2015). *Annual report on results and impact of IFAD operations.* Rome: IFAD.
5. IOE (2019). *Annual report on results and impact of IFAD operations.* Rome. IFAD.
6. IOE (2020a). *Community-driven development in IFAD-supported projects: Evaluation synthesis.* Rome: IFAD.
7. IOE (2020b). *Republic of the Sudan: Country strategy and programme evaluation.* Rome. IFAD.
8. IOE (2021). *Infrastructure at IFAD (2001-2019): Evaluation synthesis.* Rome. IFAD.
9. IOE (2022a). *Annual report on the independent evaluations of IFAD.* Rome. IFAD.
10. IOE (2022b). *Government performance in IFAD-supported operations 2010-2020: Evaluation synthesis.* Rome. IFAD.
11. IFAD (2022c). *The 2022 IFAD evaluation manual.* Disponible sur: https://ioe.ifad.org/en/w/evaluation-manual-third-edition
12. IOE (2023). *Malawi country strategy and programme evaluation.* Rome: IFAD. Disponible sur: https://ioe.ifad.org/en/w/malawi-country-strategy-and-programme-evaluation-1
13. White, H. and Raitzer, D.A. (2017). *Impact evaluation of development interventions: A practical guide.* Manila: The Asian Development Bank.

À propos des auteurs



Fabrizio Felloni est directeur adjoint du Bureau indépendant d'évaluation (IOE) du FIDA (Rome) depuis septembre 2016. Auparavant, il était responsable des évaluations au FIDA et spécialiste des évaluations au Bureau indépendant d'évaluation du Programme des Nations Unies pour le développement (à New York). Depuis 2000, il contribue à des évaluations internationales du développement et a dirigé et participé à plus d'une douzaine d'évaluations de programmes nationaux et de projets en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Europe de l'Est. Il est titulaire d'un master en agroéconomie de la Washington State University (États-Unis) et d'un diplôme équivalent à un master en sciences sociales et économiques de l'université Bocconi (Italie). Il est l'auteur ou le co-auteur de plusieurs articles publiés dans certaines revues évaluées par des pairs.



Fumiko Nakai est chargée supérieure d'évaluation au Bureau indépendant d'évaluation (IOE) du FIDA. Elle a plus de 20 ans d'expérience dans le domaine du développement agricole et rural, tant au niveau opérationnel qu'en matière d'évaluations. Au sein de l'IOE, elle dirige depuis 2013 des évaluations au niveau des projets et des pays, ainsi que l'élaboration de synthèses d'évaluation. Avant de rejoindre l'IOE, elle a travaillé au département de gestion des programmes du FIDA, où elle a géré des programmes nationaux, dirigé la conception et le suivi de projets et géré des initiatives régionales dans la région de l'Afrique orientale et australe. Elle est titulaire d'un master en économie environnementale appliquée et d'un master en études du développement.



Au-delà des solutions à court terme: un impact durable en faveur des enfants en Afrique orientale et australe

Chez UNICEF, les évaluations revêtent une importance cruciale, car elles permettent de favoriser la reddition de comptes et une prise de décisions éclairées à tous les niveaux. Elles contribuent à son objectif d'améliorer le bien-être des enfants grâce à des résultats durables et pérennes. UNICEF a mené 82 évaluations pour la région d'Afrique orientale et australe (ESAR) entre 2018 et 2021. L'organisation d'aide à l'enfance a adopté une approche globale et systématique dans le cadre de laquelle a été élaborée une synthèse d'évaluation qui a permis d'obtenir des informations précieuses sur la durabilité de ses initiatives dans cette région. Le présent article s'appuie sur les conclusions de ces évaluations pour mettre en évidence cinq enseignements à tirer afin de garantir la durabilité des résultats des programmes de développement, compatibles avec l'engagement de ne laisser aucun enfant de côté.

Bikul Tulachan, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Messages clés

- Il est nécessaire de disposer d'un modèle intégré comprenant des mesures de protection de l'enfance, des filets de protection sociale et des cadres juridiques solides en vue de garantir le financement des systèmes de protection de l'enfance.
- Des synergies intersectorielles sont nécessaires si l'on souhaite accomplir des progrès durables en matière d'éducation des enfants.
- Le renforcement des systèmes et des capacités contribuent à la durabilité, mais uniquement si un financement prévisible à long terme est disponible afin de créer des systèmes de protection sociale durables.

Introduction

Chez UNICEF, les évaluations garantissent la transparence, la prise de décisions éclairées et son amélioration continue. Ces évaluations approfondies fournissent des informations stratégiques et programmatiques d'une valeur inestimable qui lui permettent de remplir efficacement sa mission, à savoir protéger les enfants et promouvoir leur bien-être grâce à des effets durables et à long terme.

Depuis 2018, 82 évaluations ont été menées dans la région d'Afrique orientale et australe. Parmi les types d'évaluation figurent des évaluations de projets, thématiques, de programmes de pays et de pays multiples, ainsi que des évaluations à mi-parcours, formatives, sommatives, de fin de programme et d'impact dans des contextes de développement et humanitaires. Toutes ces évaluations ont été soumises à des processus d'assurance qualité rigoureux et ont obtenu des notes satisfaisantes ou plus que satisfaisantes dans le cadre du système de notation de la qualité externe et indépendant de l'UNICEF.[1]

L'UNICEF a toujours fait de la durabilité des résultats de ses programmes l'une de ses plus grandes priorités, mais il faut reconnaître que les difficultés mondiales sans précédent posées par la crise de la COVID-19 et les chocs humanitaires l'ont incité à accorder encore plus d'importance à l'intégration de certaines questions liées à la durabilité dans ses programmes. Pour répondre à cette nécessité croissante, le bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique orientale et australe a commandé en 2022 une synthèse régionale complète des évaluations précédentes. L'objectif était de mieux cerner la dimension de durabilité des initiatives soutenues par l'UNICEF et de trouver des moyens innovants de promouvoir une programmation durable.

Approche et méthode utilisées

UNICEF a fait appel à un cabinet de conseil pour réaliser la synthèse, qui analyse et met en évidence les observations clés en matière de durabilité tirées d'un ensemble complet de 82 rapports d'évaluations menées par l'UNICEF en Afrique orientale et australe entre 2018 et 2021. Cette période coïncide avec celle du dernier plan stratégique ▶▶

de l'UNICEF et a été l'occasion de réfléchir à l'impact de ses travaux et d'orienter ses initiatives futures.

L'approche adoptée pour réaliser la synthèse était pluridimensionnelle et comprenait à la fois une recherche ciblée dans les rapports d'évaluation et un cadre analytique. Cette recherche a impliqué un examen minutieux de chaque rapport afin d'en extraire les informations les plus dignes d'intérêt. Une attention particulière a été accordée à certaines sections, telles que celles sur les descriptions des objets de l'évaluation, les conclusions relatives aux questions de l'évaluation axées sur la durabilité et les recommandations.

La création d'un cadre analytique a été une composante essentielle de l'approche méthodique et a facilité le travail d'extraction, d'archivage et de synthèse cohérent, rigoureux et rentable des données. Ce cadre a permis de recueillir des données descriptives, contextuelles et interprétatives, qui ont ensuite été examinées, comparées et organisées afin de dégager des modèles et des conclusions susceptibles de faire avancer la réflexion.

La méthode utilisée pour cette synthèse était principalement documentaire et impliquait un examen complet des 82 rapports d'évaluation de l'échantillon, ainsi qu'un examen approfondi des documents complémentaires. Ces ressources supplémentaires comprenaient les mandats, rapports initiaux et annexes des évaluations, ainsi que les examens issus du Système mondial de contrôle des évaluations (GEROS).

Cinq enseignements tirés en matière de résultats durables

La synthèse des évaluations visant la région d'Afrique orientale et australe a fourni des informations importantes concernant la durabilité des interventions soutenues par l'UNICEF. Il en ressort cinq enseignements clés permettant de garantir la durabilité des résultats des programmes de développement pour les enfants dans la région:

1. **Les approches intégrées et la collaboration avec les structures gouvernementales et les chefs de file communautaires sont essentielles en vue de créer des programmes de santé durables, même s'ils subsistent des difficultés, à savoir l'entretien des équipements, la rotation du personnel et la dépendance vis-à-vis des donateurs.**

La durabilité dépend largement du degré d'appropriation des programmes et projets par les communautés. Ce modèle, dont l'efficacité a été prouvée en Éthiopie et au Sud-Soudan dans le cadre de *l'Évaluation multi-pays concernant l'enregistrement des naissances pour le projet de santé maternelle, néonatale et infantile (BR4MNCH),* favorise l'appropriation par les communautés en se concentrant sur la prestation effective de services, le développement institutionnel et l'autonomisation.

Une programmation qui comprend la formation du personnel, des services de santé et de nutrition et la fourniture d'équipements contribue à maintenir la demande en services et leur utilisation. Le fait de cibler les femmes et les enfants afin d'obtenir des avantages à long terme concourt à améliorer la durabilité du point de vue de l'égalité des chances, comme le montrent les évaluations du projet nommé *«Amélioration de la santé maternell : accroître l'accompagnement des naissances par des personnes qualifiées en Éthiopie»* et l'évaluation finale d'un projet de services de santé maternelle, infantile et juvénile en Tanzanie.

Le secteur de la santé se heurte toutefois à des problèmes liés à la durabilité, notamment concernant l'entretien et le renouvellement des équipements, le manque de plans de retrait et de transfert, ainsi que la dépendance vis-à-vis des donateurs. Dans le cadre du projet éthiopien, la mauvaise qualité des équipements et le manque de formations ont été cités comme des obstacles majeurs. En outre, il est difficile d'atteindre la durabilité à cause du taux élevé de rotation du personnel et des exigences en matière de formation continue, de mentorat



Nyarang Nhial Nyuot, 11 ans, avait l'habitude d'aller puiser de l'eau en faisant un trajet de deux heures aller-retour, à bord de camions. Aujourd'hui, elle a accès à l'eau du robinet chez elle.
© UNICEF Ethiopia/2019/ Nahom Tesfaye

et d'incitations pour le personnel basé dans les communautés.

L'évaluation de la contribution de l'UNICEF au *Programme de motivateurs de santé rurale d'Eswatini* a mis en évidence que la dépendance vis-à-vis des donateurs constituait un obstacle à l'appropriation par les communautés du programme et à sa continuité. *L'Évaluation en temps réel des mesures de lutte de l'UNICEF contre la crise de la COVID-19 au Malawi* a permis de révéler des faiblesses du système de santé, notamment une capacité limitée à absorber l'appui extérieur, l'existence de contraintes structurelles, ainsi qu'une inadéquation des équipements et des capacités de stockage. La pandémie n'a fait qu'exacerber ces faiblesses.

2. **La coopération intersectorielle, l'intégration des questions liées au genre et la mise en place de stratégies de ressources humaines adaptables sont essentielles aux fins de la création d'effets durables en matière d'éducation dans les situations d'urgence et de post-urgence.**

Les synergies intersectorielles entre l'UNICEF et ses partenaires sont essentielles pour garantir des effets durables en matière d'éducation. En utilisant les forces de chaque partenaire dans le domaine de la prestation de services, il est possible de combler les lacunes en matière de capacités et de concevoir des dispositifs d'intervention flexibles. Le *Programme de développement Isibindi en faveur des adolescents et des jeunes en Afrique du Sud*, par exemple, a abouti à des résultats positifs en matière d'apprentissage pour les adolescents et d'épanouissement des jeunes grâce au travail mené avec des partenaires scolaires locaux.

L'existence de liens solides avec des partenaires de différents secteurs et clusters, comme dans le cas de la *riposte de l'UNICEF à la catastrophe de niveau 2 à Cabo Delgado (Mozambique)*, permet d'intégrer des activités liées aux risques de catastrophe favorisant la résilience dans les interventions en faveur de l'éducation.

Les situations d'urgence en cours dans la région d'Afrique orientale et australe (ESAR) mettent en évidence la nécessité de réorganiser les stratégies en matière de ressources humaines afin d'appuyer des ripostes agiles et flexibles aux catastrophes. Comme l'a ▶▶

indiqué l'*Évaluation du programme national en Éthiopie*, les stratégies de résilience qui combinent la réduction des risques à long terme et le renforcement des capacités de riposte aux catastrophes à court terme sont essentielles.

Il est primordial d'intégrer les questions liées au genre et de résoudre les vulnérabilités multidimensionnelles afin d'obtenir des effets à long terme en matière d'égalité entre les genres. L'Évaluation du *Programme national d'Eswatini* a permis de déterminer que les stratégies et les politiques d'intégration des questions liées au genre contribuaient largement à ce que les filles achèvent l'enseignement secondaire et à concevoir des programmes éducatifs tenant compte de ces questions.

Lorsque les ressources humaines sont suffisantes et que les parties prenantes sont impliquées (notamment lorsque l'on peut compter sur le soutien du gouvernement et sur des ressources en matière de formations), la durabilité est favorisée lors de la transition de la phase d'aide humanitaire à celle du développement. Toutefois, certains facteurs externes échappant au contrôle de l'UNICEF, tels que les changements politiques et les ralentissements économiques, font parfois obstacle à ces efforts. En outre, d'autres difficultés, telles qu'un manque de ressources, de formations et d'implication des communautés sont susceptibles de compromettre la durabilité des programmes d'éducation.

3. **La valorisation des initiatives de protection de l'enfance grâce à la conclusion de partenariats durables, au renforcement des capacités et à la prise de mesures en matière de financement public est susceptible de contribuer à créer des filets de protection sociale nationaux et de réduire la dépendance vis-à-vis des donateurs.**

Ces dernières années, l'UNICEF a accompli des progrès considérables pour ce qui est de la création de filets de protection sociale nationaux en collaborant à l'élaboration de politiques de protection de l'enfance, en renforçant les lois en vigueur et en mettant en place des infrastructures permanentes. Ces efforts ont abouti à la mise sur pied réussie de centres de protection de l'enfance et de l'adolescence, qui offrent des services spécialisés aux communautés et améliorent la gestion des cas, la coordination et les relations de collaboration entre les parties prenantes. Bien que l'augmentation du financement public destiné aux systèmes de protection de l'enfance ait réduit la dépendance vis-à-vis des donateurs, il est nécessaire de mettre au point des stratégies globales à long terme en vue d'encourager l'appropriation par le gouvernement au moyen de mesures en matière de financement public.

En formant les parties prenantes locales et nationales dans ces centres de protection de l'enfance et de l'adolescence, l'UNICEF a amélioré la capacité des ressources humaines à mieux planifier et à fournir des services durables de protection de l'enfance. Certaines évaluations en rapport avec ce sujet ont été menées, notamment au Malawi[2], au Kenya[3], et aux Comores[4], et soulignent l'importance de renforcer les cadres juridiques, de former des parties prenantes et de sensibiliser les communautés aux questions de protection de l'enfance. Parmi les facteurs clés favorisant la durabilité figurent l'augmentation de la gestion des cas et le renforcement des capacités à l'échelle des districts et des communautés. L'appropriation locale des initiatives de protection de l'enfance s'est révélée efficace pour mettre en commun les ressources et nouer des liens plus solides avec les gouvernements nationaux et les communautés.

Les rapports d'évaluation de l'assistance humanitaire, par exemple au Mozambique[5], en Somalie[6] et au Sud-Soudan[7], ont également évoqué les préoccupations en matière de durabilité liées au renforcement des systèmes et des capacités. Si le développement de politiques de protection sociale et le renforcement des capacités contribuent à la durabilité, des inquiétudes subsistent quant aux ressources financières publiques et aux difficultés de rétention des enseignants à

cause de l'absence de régimes salariaux et de mesures en matière de financement public. La durabilité du *Programme de développement Isibindi en faveur des adolescents et des jeunes en Afrique du Sud* a également été compromise par une forte rotation du personnel et des problèmes de gestion. En ce qui concerne les partenariats pour la protection des enfants, des résultats positifs ont été obtenus grâce à l'implication des chefs de file communautaires et religieux dans certaines campagnes de sensibilisation, lesquelles ont permis d'augmenter le nombre de signalements de cas de violences à l'encontre des enfants aux Comores.

4. **Pour améliorer la durabilité des interventions dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), il faut pouvoir compter sur des sources d'eau fonctionnelles, des partenariats intersectoriels, des campagnes de sensibilisation des communautés, et davantage d'implication et de responsabilisation des parties prenantes.**

La durabilité des interventions WASH dépend largement du bon fonctionnement des sources d'eau. Certaines stratégies dans ce sens ont été mises en place, parmi lesquelles la sensibilisation des communautés, la construction de latrines, le forage et la réhabilitation des trous de forage, ainsi que le renforcement des capacités des parties prenantes aux fins de l'entretien.

Voici quelques exemples de rapports d'évaluation qui abordent la question du renforcement des capacités et des systèmes: l' *Évaluation du programme communautaire d'assainissement et d'hygiène au Malawi, l'Évaluation finale de la mise en œuvre par l'UNICEF de l'approche d'assainissement total piloté par la communauté (ATPC) au Burundi, l'Évaluation finale du projet financé par l'ASDI «Améliorer l'accès des enfants à l'eau et aux infrastructures d'assainissement en Somalie»,* ainsi que le document intitulé *«Fin de l'évaluation d'un projet WASH dans des écoles satellites au Zimbabwe».*

Parmi les principaux éléments permettant d'atteindre ces objectifs figurent l'utilisation de pompes à énergie solaire pour réhabiliter les trous de forage et éviter toute dépendance aux combustibles (comme c'est le cas en Somalie), l'utilisation des structures et des cadres juridiques disponibles visant à renforcer les capacités locales et les mécanismes de coordination, ainsi que la mise en place de mesures encourageant l'engagement des principales parties prenantes dans les secteurs WASH (comme cela a été fait au Malawi).

L'intégration des interventions WASH dans des partenariats intersectoriels et avec différentes parties prenantes, ainsi que l'organisation de campagnes de sensibilisation auprès des communautés sont à même de réduire la compartimentalisation dans la prestation de services et de concourir à la création d'effets positifs dans d'autres secteurs. La mise en commun des risques au moyen de mécanismes de partenariat et de coordination améliore la redevabilité et l'engagement des parties prenantes, ce qui, à terme, renforce la durabilité des infrastructures WASH. Ces collaborations facilitent la diffusion des enseignements tirés et la mise en place de systèmes de suivi pour la prestation de services.

Des ressources financières et matérielles limitées, y compris l'indisponibilité de pièces de rechange et de moyens permettant de réparer les latrines effondrées, ont été citées comme des obstacles à l'entretien des infrastructures WASH. Là encore, l'existence de partenariats intersectoriels et l'organisation de campagnes de sensibilisation auprès des communautés sont de nature à contribuer à remédier aux problèmes de disponibilité des ressources.

5. **Pour créer des systèmes de protection sociale durables, il faut disposer de lignes directrices et de cadres adaptables, de systèmes informatisés de gestion (MIS) et d'un financement prévisible à long terme.**

Les évaluations laissent à penser que les mécanismes de protection sociale durables

requièrent un environnement favorable, qui a plus de chance d'être créé grâce à des lignes directrices et à des cadres adaptables qui s'intègrent aux structures gouvernementales existantes et s'appuient sur des pratiques exemplaires. Les systèmes informatisés de gestion (MIS) sont également enclins à donner des informations sur d'éventuels titulaires de droits et à contribuer au développement institutionnel, ce qui permet de mettre en place des systèmes de suivi efficaces aux fins d'une amélioration de la prestation de services.

Les interventions évaluées dans le cadre d'évaluations telles que l'*Évaluation d'impact des transferts monétaires en faveur du développement humain à Madagascar*, et l'*Évaluation de fin de programme du programme conjoint du gouvernement zambien et de l'ONU sur la protection sociale* sont axées sur la promotion et la fourniture de services de protection sociale inclusifs grâce au renforcement des capacités, aux campagnes de sensibilisation, à un soutien au renforcement des cadres juridiques et stratégiques et aux transferts en espèces. L'*Évaluation intersectorielle des interventions en faveur du renforcement des capacités de l'UNICEF Zambie 2016-2018* analyse les interventions offrant des possibilités de renforcement des capacités de développement aux acteurs institutionnels, communautaires et individuels dans différents secteurs, notamment la protection sociale, l'éducation, ainsi que l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH).

L'amélioration des compétences en communication des participants et les capacités accrues des agents recenseurs des transferts sociaux en espèces à vérifier les titulaires de droits ont été citées comme des facteurs favorisant la durabilité, bien que le financement continu du renforcement des capacités ait constitué un défi. Les évaluations au Malawi[8], en Somalie et au Kenya[9] indiquent que le manque de financement à long terme, durable et prévisible est un facteur majeur qui entrave la viabilité financière des programmes de protection sociale et de transferts en espèces réactifs aux situations d'urgence.

En outre, le manque chronique de financement public destiné aux services essentiels en périodes de post-urgence est un obstacle important à la durabilité des avantages nets obtenus grâce aux interventions en faveur de la protection sociale.

Les systèmes informatisés de gestion (MIS) tels que le MIS dans le domaine du handicap et le Système intégré d'information sur la protection sociale zambien facilitent le recueil et le stockage de données sur les bénéficiaires de la protection sociale aux fins d'une programmation plus durable. De tels outils sont à même de garantir que les investissements de l'UNICEF dans les systèmes de protection sociale apportent des avantages durables aux communautés dont ils protègent les intérêts.

Conclusions

Parmi les défis qui se posent sur le plan de la durabilité, citons la dépendance vis-à-vis des donateurs, la détérioration des équipements et le manque de plans de retrait ou de transfert. En outre, le taux élevé de rotation du personnel formé et le manque de formations continues, de mentorat et de mesures incitatives sont susceptibles de compromettre la durabilité des effets.

Selon le rapport de synthèse, il est nécessaire de collaborer étroitement avec les gouvernements locaux, les chefs de file et les membres des communautés afin de créer un modèle plus intégré qui comprend des politiques de protection de l'enfance, des filets de protection sociale et des cadres juridiques solides en vue de financer les systèmes de protection de l'enfance.

Les enseignements tirés du rapport de synthèse soulignent l'importance d'approches et de stratégies durables adaptées aux défis uniques que l'Afrique orientale et australe doit relever. eVALU

Notes de fin

1. https://www.unicef.org/evaluation/global-evaluation-reports-oversight-system-geros
2. Évaluation de la stratégie de protection de l'enfance au Malawi 2012-2018 (CHP-Malawi-CPS)
3. Évaluation des centres de protection de l'enfance en vue de prévenir la violence, les mauvais traitements et la négligence et d'y réagir
4. Rapport d'Évaluation du service d'écoute et de protection des enfants et des femmes victimes de violence de Ngazidja, Comores (période de 2014-2018)
5. Riposte de l'UNICEF à la catastrophe de niveau 2 à Cabo Delgado (Mozambique)
6. Évaluation des zones d'interventions d'UNICEF et de la qualité dans des situations humanitaires complexes : le cas de la Somalie
7. Évaluation de la riposte de l'UNICEF à la crise humanitaire au Sud-Soudan (2016-2019)
8. Évaluation des travaux de l'UNICEF relatifs aux programmes de transferts en espèces dans des situations d'urgence
9. Évaluation en temps réel de la riposte pour la situation d'urgence de sécheresse au Kenya (2017)

À propos de l'auteur



Bikul Tulachan est spécialiste des évaluations pour l'UNICEF à Johannesburg (Afrique du Sud). Son rôle consiste à appuyer la fonction d'évaluation d'UNICEF en Afrique orientale et australe. Il était auparavant chargé d'évaluation au bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie du Sud. Il a également travaillé au Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab, où il a dirigé des essais comparatifs aléatoires concernant des interventions en faveur du développement en Inde et au Népal. Il est titulaire d'une licence et d'un master en économie aux États-Unis.

L'importance du suivi systématique pour la durabilité des projets: perspectives de l'Ouganda

Compte tenu du déclin continu des ressources fauniques et des difficultés liées au maintien des avantages découlant des projets mis en œuvre, il est nécessaire de mettre au point des stratégies plus efficaces visant à assurer la durabilité des projets communautaires de conservation de la nature. Les organismes œuvrant en faveur de la conservation, les gouvernements et les communautés doivent travailler de concert pour trouver des solutions durables à long terme qui profitent à la fois aux espèces sauvages et aux êtres humains. Le présent article examine les trois dimensions des capacités de suivi systématique en vue d'améliorer la durabilité des résultats obtenus grâce à des projets communautaires de conservation de la nature. Il évalue l'influence des capacités de suivi systématique sur la durabilité des projets en prenant pour exemple les projets communautaires de conservation de la nature organisés par l'ONG Daktari dans le district de Kasese (Ouganda). L'étude fournit des informations précieuses sur les caractéristiques clés, les significations et les implications des capacités de suivi systématique sur la durabilité du projet eu égard aux projets communautaires de conservation de la nature.

Josephine Tushabe (Daktari East Africa) et Rose B. Namara (Uganda Management Institute)

Messages clés

- La dépendance à l'égard d'un financement annuel, l'implication des parties prenantes et le partage des coûts avec les bénéficiaires ne suffisent pas à assurer la durabilité des projets communautaires de conservation de la nature.
- Pour avoir un impact notable sur la durabilité des projets, les capacités de suivi systématique doivent être dotées d'un système de suivi opérationnel, effectuer un suivi participatif et communiquer les conclusions en matière de suivi.
- Le suivi participatif constitue la dimension des capacités de suivi systématique qui a le plus d'impact sur le plan de la durabilité des projets.
- Bien que les capacités de suivi systématique soient importantes, il est nécessaire d'adopter une approche holistique tenant compte d'autres facteurs afin de parvenir à un développement durable dans les projets communautaires de conservation de la nature.

Introduction

Il est possible qu'il existe un lien entre la capacité à mener un suivi systématique et la durabilité à long terme des projets ; le présent article montre comment ce lien a été évalué dans une étude menée en Ouganda. Le concept de durabilité a gagné en reconnaissance et en importance au cours des dernières décennies. Le lien entre la durabilité et la gestion des projets n'a été établi qu'assez récemment, mais certains organismes spécialisés ont déjà reconnu son importance. Des chercheurs ont exprimé des inquiétudes quant à la bonne mise en œuvre du suivi et de l'évaluation pour parvenir à la durabilité. Pour examiner cette question, Umugwaneza et Kule (2016) ont procédé à une étude sur la fonction du suivi et de l'évaluation (S&E) au regard de la durabilité des projets dans le cadre de projets d'électricité à plus grande échelle au Rwanda. Ils ont conclu qu'un manque de capacité dans la mise en œuvre du S&E donne lieu à des résultats non durables. De même, le présent article met en lumière les capacités de suivi systématique et la durabilité des projets en se penchant sur l'exemple concret de projets communautaires de conservation de la nature exécutés par l'ONG Daktari dans le district de Kasese (Ouganda). Il examine la durabilité des projets par rapport à plusieurs dimensions, à savoir: les apports et la maintenance des ressources (durabilité écologique) ; les réalisations constantes et le flux d'avantages (durabilité économique) ; ainsi que les processus et changements résilients (durabilité sociale). Il étudie également le rôle des capacités de suivi systématique par rapport à trois dimensions: le système de suivi opérationnel, le suivi participatif et la communication d'informations sur le suivi.

Les arguments du présent article reposent sur la théorie de Ward (1972) selon laquelle les projets durables contribuent au développement durable. Selon Mora (2021), il est important de mener une évaluation et un ▶▶

suivi rigoureux des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs en vue de créer une responsabilité mutuelle et de générer des résultats qui améliorent la vie des gens.

Contexte

Daktari est une ONG qui œuvre en faveur de la santé des animaux et de la conservation des espèces sauvages. Dans l'ouest de l'Ouganda, Daktari East Africa reçoit depuis plus d'une décennie un financement annuel du gouvernement andorran et d'autres donateurs pour mener à bien des projets dans et autour des parcs nationaux, tout en améliorant les moyens de subsistance et la santé des communautés locales. Bien que les projets mettent l'accent sur des approches participatives, telles que l'implication des parties prenantes et le partage des coûts dans les projets communautaires de conservation de la nature, il a été constaté qu'ils ne parvenaient pas à produire d'effets durables.

L'étude de cas a examiné l'impact des trois dimensions des capacités de suivi systématique (à savoir un système de suivi opérationnel, un suivi participatif et la communication d'informations sur le suivi) sur la durabilité du projet, qui a été définie comme la maintenance des ressources, la constance des avantages découlant du projet et la résilience des changements.

L'analyse quantitative des données réalisée à l'aide du logiciel de traitement statistique SPSS *(Statistical Package for the Social Sciences)* a permis de révéler que les trois dimensions produisaient un impact positif et notable sur la durabilité du projet, sachant que le suivi participatif produit le plus grand impact, suivi de la communication des conclusions en matière de suivi, puis du système de suivi opérationnel. L'analyse qualitative a largement confirmé ces conclusions, sauf pour ce qui est du système de suivi opérationnel qui, selon les rapports, n'a pas eu d'impact sur la durabilité du projet. Il y a néanmoins une raison qui pourrait expliquer cette situation, à savoir le faible nombre de participants à l'étude interrogés et leur compréhension limitée du rôle d'un système de suivi dans la durabilité des projets. L'étude souligne également l'importance d'autres facteurs au-delà du suivi de routine permettant de garantir la durabilité des projets. Elle cite le personnel responsable du projet, le personnel des organisations donatrices, les autorités locales et les chefs de file et mobilisateurs communautaires comme des personnes jouant un rôle clé dans la durabilité des projets.

L'étude recommande que les organisations développent les compétences de toutes les personnes impliquées dans le suivi systématique afin de veiller à ce qu'elles accomplissent efficacement leurs tâches et qu'elles prennent conscience de leur rôle dans la durabilité des projets. Dans l'ensemble, l'étude souligne l'importance que revêtent les capacités de suivi systématique aux fins de la durabilité des projets, mais insiste également sur la nécessité d'adopter une approche globale en matière de développement durable.

Étude du lien entre les capacités de suivi systématique et la durabilité des projets

Dans une étude sur la gestion durable des projets réalisée par Armenia, Dangelico, Nonino et Pompei (2019), cinq dimensions de la durabilité des projets ont été mises en lumière: l'apprentissage organisationnel, la gestion des ressources, l'engagement des parties prenantes, les politiques et pratiques d'entreprise et l'orientation sur le cycle de vie. Six dimensions similaires ont été cernées dans d'autres études menées par Morfaw (2014), Shi *et al.* (2019) et Silvius et Schipper (2014), à savoir la participation continue de la communauté, le flux continu des avantages nets, la répartition équitable des avantages obtenus grâce au projet, l'exploitation et la maintenance continues des infrastructures du projet, la stabilité institutionnelle et le maintien de la stabilité environnementale.



Kajuna Yonah - Assistant de terrain recueillant des données auprès de certains membres du personnel du projet

Dans le présent article, la durabilité des projets est envisagée et étudiée en fonction de trois dimensions interdépendantes compatibles avec le développement durable: la maintenance des ressources (durabilité environnementale), les avantages constants du projet (durabilité économique) et les changements résilients (durabilité sociale).

Les capacités de suivi systématique sont décrites comme la capacité des individus, des organisations et des sociétés à effectuer un suivi. Silvius (2016) constate que certaines compétences et connaissances sont indispensables à la réussite du suivi afin de garantir la durabilité des projets. Dans le présent article, les capacités de suivi systématique sont examinées sous trois dimensions: le système de suivi opérationnel, le suivi participatif et la communication d'informations sur le suivi.

En somme, le document présente une approche multidimensionnelle permettant d'étudier le lien entre les capacités de suivi systématique et la durabilité des projets, et fait référence à la manière dont ces concepts ont été définis et envisagés dans d'autres études.

Conservation communautaire dans le Queen Elizabeth National Park (Ouganda)

Les mesures de conservation telles que celles prises dans le Queen Elizabeth National Park (QENP) doivent être appliquées durablement pour être efficaces (National Geographic Society, 2019). Le QENP a été déclaré parc national en 1952, mais l'intrusion de communautés locales menant des activités économiques comme la pêche, l'agriculture et l'élevage a entraîné des conflits avec les espèces sauvages (Moghari, 2009). Ces conflits ont entraîné à leur tour une attitude négative vis-à-vis de la conservation de la nature, des meurtres d'animaux par vengeance, ainsi que la destruction des ressources naturelles. Dans les années 1990, le gouvernement ougandais et les organisations de la société civile ont mené des efforts en faveur de la conservation au sein des communautés afin d'accroître les avantages qui en résultent pour les membres de la communauté, d'améliorer leur mentalité et de changer leur comportement vis-à-vis de l'action menée pour la conservation de la biodiversité dans ▶▶

le QENP. Les projets communautaires de conservation de la nature dans le district de Kasese sont principalement menés à bien par l'Uganda Wildlife Authority (UWA), des ONG et des organisations communautaires. L'ONG Daktari a exécuté cinq projets communautaires de conservation de la nature depuis 2010, notamment la prestation de services vétérinaires gratuits[1], la construction de trous de forage et de barrages dans les vallons, la promotion de l'apiculture, la construction d'enclos de protection contre les prédateurs et l'installation de lampes à énergie solaire permettant de protéger le bétail contre les lions.

Difficultés rencontrées sur le plan de la durabilité

Il est difficile de pérenniser les avantages et les changements de comportement obtenus grâce à certains projets communautaires de conservation de la nature, tels que la construction d'enclos de protection contre les prédateurs, l'installation de systèmes d'éclairage à l'énergie solaire dans les enclos et la promotion de l'apiculture, même si le suivi systématique a été intégré dans les plans de travail et les budgets des projets et que les principales parties prenantes, telles que les communautés locales, ont été impliquées. En outre, le nombre d'animaux sauvages, en particulier les grands prédateurs, continue de diminuer en raison du manque de personnel chargé de les protéger (Daktari East Africa, 2020). Par exemple, on signale régulièrement l'empoisonnement de lions, malgré les mesures prises au titre du projet Jenga Uzio, qui vise à prévenir les meurtres par vengeance. La participation des communautés dans les projets tend également à diminuer avec le temps, comme dans le cas du projet «barrage dans le vallon» *(Valley Dam)*. Malgré l'action menée par l'ONG Daktari pour exécuter des projets communautaires de conservation de la nature dans le Queen Elizabeth National Park (QENP) dans le district de Kasese et assurer un suivi régulier, il a été signalé que les projets ne préservaient pas les ressources fauniques, ne garantissaient pas un flux constant des avantages obtenus et n'entraînaient pas de changements durables dans le comportement et la mentalité des membres de la communauté.

Cette situation problématique a incité les chercheurs à étudier le rôle des capacités de suivi systématique comme variable explicative du problème de durabilité exprimé dans le rapport 2020 de l'organisation (Daktari East Africa, 2020). Plus précisément, l'étude a cherché à savoir si le manque de capacités de suivi systématique était un facteur contribuant à l'échec des projets communautaires de conservation de la nature comme indiqué ci-dessus.

Plan d'étude

L'étude a examiné l'impact d'un système de suivi opérationnel sur la durabilité des projets communautaires de conservation de la nature mis en œuvre par l'ONG Daktari dans le district de Kasese. Elle s'est appuyée sur une philosophie de recherche réaliste et des recherches par études de cas en vue de comprendre les réalités locales. Une approche méthodologique mixte a été adoptée, combinant des méthodes quantitatives et qualitatives, afin d'évaluer l'impact des capacités de suivi systématique sur la durabilité des projets.

La population étudiée comprenait 1172 participants, dont 55 personnes impliquées dans le suivi systématique. Les variables ont été mesurées avec des échelles ordinales à l'aide d'un questionnaire utilisant une échelle de Likert en 5 points. Des entretiens approfondis ont été menés afin de mieux comprendre les capacités de suivi systématique et ses effets sur la durabilité des projets. Le recueil des données a été effectué selon une approche participative afin de promouvoir l'honnêteté et l'intégrité. Des statistiques descriptives et inférentielles ont été utilisées pour les données quantitatives, tandis qu'une analyse thématique a été effectuée pour les données qualitatives.



Cinq membres de l'équipe du projet avec les chercheurs se tenant à côté de l'un des Kraals protégés contre les prédateurs

Système de suivi opérationnel et durabilité

Les résultats de l'étude laissent à penser que même si la plupart des personnes impliquées dans le suivi systématique conviennent de l'existence d'un système de suivi opérationnel et efficace, peu d'entre elles pensent qu'il contribue très efficacement à l'amélioration de la durabilité. Selon les résultats qualitatifs, ces personnes n'associent pas pleinement le suivi à la durabilité des projets communautaires de conservation de la nature. En outre, l'étude cite un suivi fréquent tout au long du cycle de vie du projet et le financement du suivi comme des facteurs importants d'amélioration de la durabilité des projets communautaires de conservation de la nature.

Une analyse de régression multiple a été réalisée dans le cadre de l'étude afin de tester l'hypothèse nulle selon laquelle un système de suivi opérationnel n'a pas d'influence sur la durabilité d'un projet. Les résultats ont montré une forte corrélation entre un système de suivi opérationnel et la durabilité. La valeur R-carrée ajustée était de 0,239, ce qui signifie que 23,9 % des variations observées dans la durabilité des projets communautaires de conservation de la nature sont expliquées par le modèle de régression. L'étude a permis de révéler qu'un système de suivi opérationnel avait un impact positif notable sur la durabilité des projets.

Toutefois, l'étude a également permis de faire ressortir des éléments de désaccord entre les conclusions qualitatives et quantitatives, car certaines personnes impliquées dans le suivi estiment que celui-ci n'a pas de conséquences sur la durabilité, ce qui indique un manque de conscience de l'importance du suivi en matière de maintien du flux constant d'avantages issus des ▶▶

projets. En outre, selon l'étude, le système de suivi opérationnel pourrait à lui seul ne pas pleinement rendre compte de la durabilité des projets communautaires de conservation de la nature.

Dans l'ensemble, l'étude conclut qu'un système de suivi opérationnel a un impact positif sur la durabilité des projets communautaires de conservation de la nature, mais que cet impact est le plus faible des trois indicateurs pris en considération dans l'étude. L'étude met en avant l'importance d'autres facteurs tels que les compétences du personnel ainsi que la planification et la gestion dans l'amélioration de la durabilité des projets.

Implication des parties prenantes et suivi participatif

L'étude a examiné l'importance de l'implication des parties prenantes dans les projets communautaires de conservation de la nature durables et du suivi participatif. À l'aide d'une analyse de régression multiple, les chercheurs ont testé l'hypothèse selon laquelle le suivi participatif a des effets positifs sur la durabilité des projets. Les résultats ont permis de révéler une forte corrélation entre le suivi participatif et la durabilité, environ 35,7 % des variations totales de la durabilité étant expliquées par le suivi participatif.

L'étude a permis de constater que l'implication des principales parties prenantes, notamment les bénéficiaires, dans le suivi participatif, augmente la durabilité des projets communautaires de conservation de la nature. Les données qualitatives ont étayé ces conclusions, sachant que les principaux informateurs ont affirmé que le suivi participatif a des effets positifs sur la durabilité des projets, car il permet d'apporter des modifications plus conformes aux souhaits des bénéficiaires. Plus de la moitié des personnes impliquées dans le suivi systématique des projets communautaires de conservation de la nature conviennent que les parties prenantes effectuent un suivi indépendant, ce qui concourt à la durabilité des projets.

Pour ce qui est du suivi participatif, les méthodes utilisées consistaient en des entretiens informels et des discussions entre groupes de réflexion, en raison du grand nombre de parties prenantes et de la large couverture géographique des projets. L'étude permet de constater que ces méthodes ont assuré efficacement la continuité des projets dans les communautés, mais qu'il serait judicieux d'apporter certaines modifications visant à mieux répondre aux souhaits des bénéficiaires concernant une plus grande participation des communautés et une plus grande appropriation des projets.

Conclusion

L'objectif de cette étude était d'examiner l'impact de la communication d'informations sur le suivi sur la durabilité des projets communautaires de conservation de la nature mis en œuvre par l'ONG Daktari dans le district de Kasese. Un questionnaire avec une échelle de Likert en 5 points a été utilisé pour recueillir les réponses des personnes impliquées dans le suivi systématique de ces projets sur la fourniture et l'utilisation des informations de suivi. Il ressort des résultats qu'il est important de produire des rapports de suivi de qualité, de diffuser les conclusions, d'informer les décideurs en temps utile et de communiquer les conclusions qualitatives et quantitatives en matière de suivi afin d'améliorer la durabilité.

L'étude conclut que les capacités de suivi systématique ont un impact positif notable sur la durabilité des projets, car elles permettent de cerner les problèmes et d'y faire face rapidement, d'améliorer la responsabilisation, de favoriser l'apprentissage et l'innovation et de renforcer la participation des parties prenantes. Elle permet également d'établir que les capacités de suivi systématique sont compromises par

différents facteurs, tels que les contraintes de financement, l'inadéquation des ressources humaines et le manque de formations et de renforcement des capacités. Il est important de renforcer les capacités en matière de suivi systématique afin de promouvoir la durabilité des projets communautaires de conservation de la nature. Nous recommandons que les organismes impliqués dans de tels projets donnent la priorité au renforcement des capacités de suivi systématique et s'emploient à résoudre les difficultés qui entravent leur efficacité.

Selon l'étude, l'implication des parties prenantes et le suivi participatif à l'aide de méthodes participatives spécifiques sont susceptibles d'améliorer le suivi et, dans une certaine mesure, de concourir à la durabilité du projet, même si cette dernière n'est pleinement atteinte que lorsque tous les facteurs supplémentaires favorisant la durabilité du projet sont réunis. eVALU

Références

1. Armenia, S., Dangelico, R. M., Nonino, F. and Pompei, A. (2019) 'Sustainable project management: A conceptualization-oriented review and a framework proposal for future studies', *Sustainability*, 11(9), p. 2664. Disponible sur: https://doi.org/10.3390/su11092664

2. Daktari East Africa (2020) *Jenga Uzio project report: Installing predator proof kraals for Basongora pastoralists living in and around Queen Elizabeth National Park.* Unpublished report.

3. Moghari, N.M. (2009) *A survey of Queen Elizabeth National Park (QENP) communities' attitudes toward human-lion conflict and lion conservation.* Doctoral dissertation. George Mason University.

4. Mora, De Raul (2021) 'What we do: Monitoring and evaluation'. Disponible sur: https://www.sdgfund.org/monitoring-and-evaluation

5. Morfaw, J. (2014) 'Fundamentals of project sustainability', *PMI® Global Congress 2014 – North America, Phoenix, AZ.* Newtown Square, PA: Project Management Institute.

6. Shi, L., Han, L., Yang, F., and Gao, L. (2019) 'The evolution of sustainable development theory: Types, goals, and research prospects', *Sustainability*, 11(24), pp. 1–16. https://doi.org/10.3390/su11247158

7. Silvius, G. (2016) 'Sustainability as a competence of project managers', *PM World Journal*, V(IX), pp. 1–13. Disponible sur: http://www.pmworldlibrary.net

8. Silvius, G. and Schipper, R. (2014) 'Sustainability in project management: A literature review and impact analysis', *Social Business*, 4(1), pp. 63–96. https://doi.org/10.1362/204440814X13948909253866

9. Umugwaneza, A. and Kule, J. W. (2016) 'Role of monitoring and evaluation on project sustainability in Rwanda: A case study of electricity access scale-up and sector-wide approach development project', *European Journal of Business and Social Sciences*, 5(2), pp. 112-128.

10. Ward, B. and & Dubos, R. (1972). *Only one earth: The care and maintenance of a small plane.* London: Penguin Books.

À propos des auteurs



Josephine Tushabe, directrice chez Daktari East Africa, est la coordinatrice principale des projets. Elle a une formation de biologiste en santé de la faune et s'intéresse beaucoup à la planification et à la gestion de projets. Elle est titulaire d'un master en études de gestion, avec une spécialisation en planification et en gestion de projets, et d'un diplôme de troisième cycle dans le même domaine, avec cinq ans d'expérience en gestion de projets. Elle est spécialisée dans le suivi et l'évaluation des projets et leur rôle dans leur durabilité. En outre, Joséphine milite en faveur du renforcement des capacités de suivi et d'évaluation dans les disciplines scientifiques, notamment dans le domaine de la conservation de la biodiversité et des sciences environnementales.



Rose B. Namara est professeure agrégée et cheffe du département de recherche et d'innovation de l'Uganda Management Institute. Elle supervise des projets de recherche, encourage l'innovation dans la politique et la gouvernance et jouit de plus de 20 ans d'expérience dans le milieu universitaire et dans la recherche, avec une expertise en sociobiologie, en politique sociale, en recherche sociale qualitative, en administration publique et en politique publique. Elle possède une vaste expertise dans les domaines suivants: le développement communautaire, l'autonomisation des communautés, le suivi et l'évaluation, le renforcement des capacités, le développement au niveau local, les études de développement, la participation citoyenne, les stratégies de développement durable, l'analyse des politiques publiques, la gouvernance, la gouvernance locale, l'analyse de la pauvreté, les évaluations d'impact, les partenariats public-privé, le développement rural, la participation à la vie politique, la décentralisation, la théorie institutionnelle, la politique, les ONG et la gouvernance locale. Le Dr Namara a rédigé plusieurs articles universitaires et chapitres de livres et a été consultante pour différentes organisations dans les domaines de la décentralisation, du développement institutionnel et des partenariats public-privé. Elle plaide avec passion pour les causes du développement et de l'autonomisation des communautés.



Arrêter la gangrène: pourquoi la qualité compte-t-elle lorsqu'il est question de durabilité dans la pratique?

Environ 50 % de la population d'Afrique subsaharienne dépend de sources d'eau souterraines pour son approvisionnement en eau potable. Les pompes manuelles ont révolutionné l'accès à un approvisionnement en eau sûr en Afrique, en particulier dans les zones rurales. Leur fiabilité s'est améliorée au fil des ans, mais des pannes techniques prématurées se produisent encore en raison de problèmes d'ingénierie, d'actes de vandalisme ou de refus d'utilisation. Certains facteurs sont susceptibles de contribuer à une panne prématurée, à savoir des problèmes liés à l'emplacement du trou de forage, à la conception, à la construction, à l'installation et à la qualité des pompes.

Globalement, le contrôle de la qualité et les normes sont essentiels à la durabilité des infrastructures et une attention particulière doit leur être portée tout au long du processus de construction. Le présent article se concentre sur l'exemple des pompes manuelles, une technologie simple qui fournit de l'eau à des millions de personnes en Afrique subsaharienne. Cet exemple illustre les difficultés et les possibilités liées à l'utilisation des eaux souterraines visant à fournir un accès sûr à l'eau potable en Afrique subsaharienne et met en évidence les principes généraux ayant trait à la durabilité des autres infrastructures et services.

Kerstin Danert, de l'entreprise Ask for Water GmbH et Sean Furey, directeur du secrétariat du Réseau pour l'approvisionnement en eau en milieu rural (RWSN) de la Skat Foundation en Suisse

Messages clés

- Le contrôle de la qualité et l'existence de normes sont essentiels en matière de durabilité.
- S'il est vrai que n'importe quel matériel finira par tomber en panne, il n'en reste pas moins que les pratiques consistant à acheter des matériaux de mauvaise qualité pour faire des économies ou à bâcler les constructions finissent par gaspiller chaque année des millions de dollars et par mettre en danger des vies humaines.
- Garantir la qualité des constructions exige des compétences particulières et une attention aux détails techniques, depuis la conception du programme jusqu'à la supervision sur le terrain et le contrôle après la construction, en passant par l'approvisionnement.
- L'accès durable à l'eau souterraine et sa gestion au moyen de trous de forage équipés de pompes manuelles constituent un défi majeur, étant donné qu'un demi-milliard de personnes en Afrique subsaharienne dépendent chaque jour de leur disponibilité.

Introduction

Un vieil adage dit: «Faute d'un clou, le fer fut perdu, faute d'un fer, le cheval fut perdu, faute d'un cheval, le cavalier fut perdu, faute d'un cavalier, la bataille fut perdue, faute d'une bataille, le royaume fut perdu, et tout cela, faute d'un clou de fer à cheval.»

Lorsqu'il s'agit d'infrastructures, ce clou oublié correspond souvent à la procédure de contrôle et de vérification de la qualité. Si personne n'aime se livrer à de telles procédures, force est de constater que ce manque d'attention aux détails dans les systèmes d'approvisionnement et d'évaluation ouvre la porte à des acteurs peu rigoureux et à des dysfonctionnements du marché, ce qui aboutit à des performances insuffisantes et à des échecs prématurés.

Dans le présent article, nous illustrons cette idée du point de vue de la durabilité en nous appuyant sur l'exemple d'une pompe manuelle basique, technologie simple qui fournit de l'eau à un demi-milliard de personnes chaque jour en Afrique subsaharienne. Les modèles les plus répandus ont été conçus pour être aussi durables que possible et reposent sur le principe VLOM (en anglais: Village *Level Operation and Maintenance*), c'est-à-dire que le fonctionnement et l'entretien des pompes manuelles s'effectuent par les villages eux-mêmes. Bon nombre de ces pompes tombent malgré tout en panne dans les mois ou les quelques années qui suivent leur installation, tandis que d'autres subissent des problèmes d'infiltration de plomb dans les trous de forage d'eau potable.

Étant donné qu'une technologie dans le domaine de l'eau aussi basique se heurte à des problèmes de qualité, il est légitime ▶▶

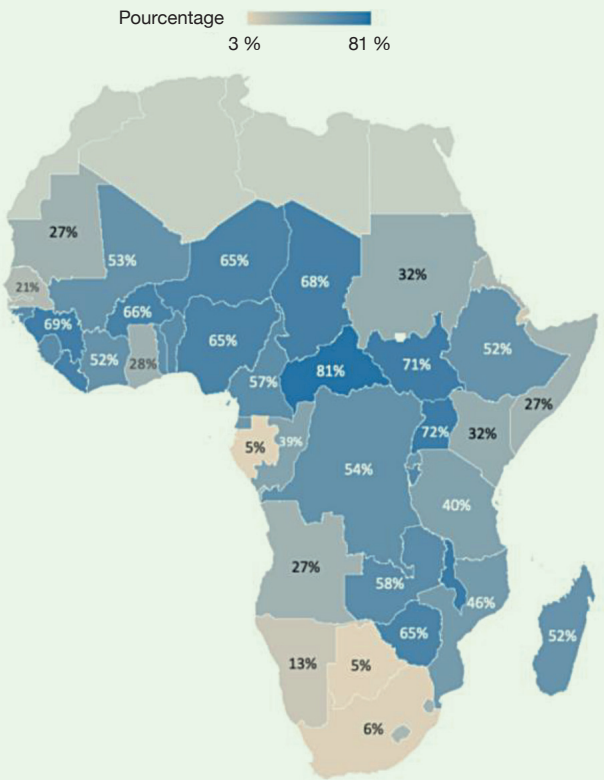
de se poser des questions et d'être préoccupés quant à l'utilisation de systèmes d'adduction d'eau plus sophistiqués, que beaucoup considèrent comme l'objectif incontournable en vue d'un accès sûr et facile à l'eau.

Eaux souterraines: un trésor caché en Afrique subsaharienne

Il reste difficile d'obtenir des estimations détaillées de la population qui dépend des eaux souterraines pour son usage domestique (Foster, 2017). Peu d'efforts sont consentis pour recueillir et compiler des données nationales sur la source de l'approvisionnement en eau par canalisation. Toutefois, les enquêtes et les recensements nationaux compilés par le Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène (2021) contiennent des données sur l'utilisation des eaux souterraines provenant de sources ponctuelles (c'est-à-dire les puits tubulaires/trous de forage et les puits et sources protégés/non protégés). Il ressort des estimations par pays tirées des données du Programme commun OMS/UNICEF pour 2019 que 50 % de la population totale de l'Afrique subsaharienne et du Soudan - soit environ un demi-milliard de personnes - dépendent de sources d'eaux souterraines ponctuelles protégées ou non pour leur principal approvisionnement en eau potable. La figure 3 illustre les différences entre les pays, avec une fiabilité estimée jusqu'à 72 % pour l'Ouganda et le Malawi, et seulement à 3 % pour Sao Tomé-et-Principe.

Une analyse plus poussée montre que 20,8 % de la population totale de l'Afrique subsaharienne et du Soudan dépend d'un trou de forage et 3,8 % d'un puits protégé,

Figure 3: Estimation en pourcentage de la population totale utilisant une source ponctuelle d'eau souterraine (source, puits ou puis tubulaire) comme principal approvisionnement en eau potable en Afrique subsaharienne et au Soudan (Danert, 2022a)



Estimations ne figurant pas sur la carte :

Bénin – 58 %
Burundi – 5 %
Djibouti – 13 %
Érythrée – 25 %
Eswatini – 27 %
Gambie – 23 %
Lesotho – 23 %
Liberia – 67 %
Malawi – 72 %
Rwanda – 48 %
Sao Tomé-et-Principe – 3 %
Sierra Leone – 58 %
Togo – 54 %

tandis que 23 % de la population (environ 230 millions de personnes) dépendrait encore de sources d'eau peu sûres et éloignées, dont bon nombre sont des puits ouverts et des sources non protégées (Danert, 2022a).

La concrétisation de la cible 1 de l'Objectif de développement durable (ODD) 6, à savoir un «accès universel et équitable à l'eau potable» pour tous passe par la protection des sources d'eau souterraines. En Afrique, il serait possible d'assurer un accès universel à l'eau potable sans impact notable en matière de stress hydrique au niveau régional, étant donné que la demande en eau potable est faible du point de vue du volume (Cobbing and Hiller, 2019 ; MacDonald, 2023).

Outre les investissements dans les infrastructures, il est également nécessaire d'investir dans la gestion et la maintenance afin de tirer parti des possibilités offertes par les eaux souterraines et de jeter les bases de la durabilité. Une gestion efficace des ressources en eaux souterraines est également essentielle, mais celle-ci est minée par le manque de connaissances locales, notamment sur les niveaux des eaux souterraines, les débits de production des puits ainsi que le taux de recharge (MacDonald and al., 2012 ; Gaye and Tindimugaya, 2019). Si l'on veut que chacun bénéficie d'un approvisionnement en eau potable sûr, les investissements doivent également être répartis dans l'espace, en accordant une attention particulière aux groupes de populations vulnérables ou marginalisées (UNICEF, 2021).

Dans de nombreux pays africains, les trous de forage situés sur des emplacements appropriés et conçus dans les règles de l'art sont capables de permettre une extraction durable à l'aide d'une pompe manuelle avec un débit de production de 0,1 à 0,3 l s-1 et d'offrir un espace de stockage suffisant permettant de compenser les fluctuations en matière d'extraction lors du processus de recharge d'une année sur l'autre (MacDonald et al., 2012). En Afrique, les possibilités de concevoir des trous de forage à plus haut débit de production (>5 l s-1) sont beaucoup plus limitées (MacDonald et al., 2012), ce qui a des répercussions sur l'approvisionnement en eau des villes à croissance rapide et sur le développement de l'irrigation.

Utilisation durable des eaux souterraines

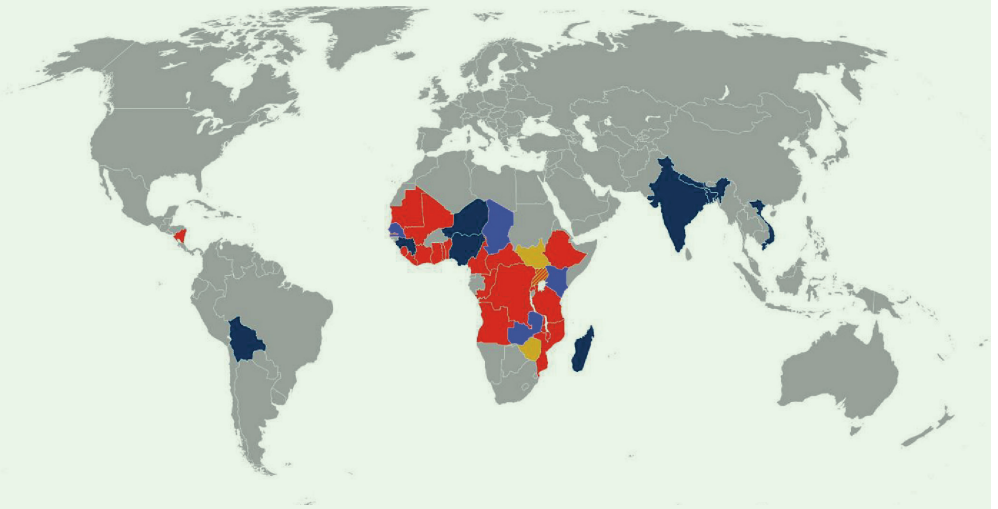
La pollution anthropique des eaux souterraines est un obstacle à leur utilisation et doit être évitée si l'on souhaite que ces eaux contribuent à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). D'après certaines données, les eaux souterraines sont de plus en plus polluées dans les villes africaines, sachant que de nombreux aquifères peu profonds sont extrêmement pollués (Sorensen et al., 2015a ; Sorensen et al., 2015b ; Foster et al., 2018). L'un des facteurs de pollution des eaux souterraines urbaines est l'insuffisance des services d'assainissement (Aboah and Miyittah, 2022). L'absence de législation nationale et le manque de mesures visant à contrôler la pollution constituent une menace sérieuse à l'utilisation durable des eaux souterraines.

Forage

Les équipements de forage mécanisés sont utilisés dans pratiquement tous les pays africains et sont principalement exploités par des entreprises privées. Les techniques de forage manuel peuvent être utilisées aux endroits où les formations sont assez molles et où la nappe phréatique est relativement peu profonde. Comme le montre la figure 4, au moins 28 pays africains utilisent la technologie de forage manuel, sachant que les équipements requis appartiennent principalement à des entreprises de forage privées et à des ONG.

Bien que les technologies de forage soient largement répandues, il faut disposer de compétences particulières et porter une grande attention aux détails techniques en vue de garantir la qualité des constructions, et ce, dès la conception du programme jusqu'à la supervision sur le terrain et au contrôle après la construction, en passant par la ▶▶

Figure 4: Étendue des forages manuels aux fins de l'approvisionnement en eau domestique en 2015 (Danert, 2015)



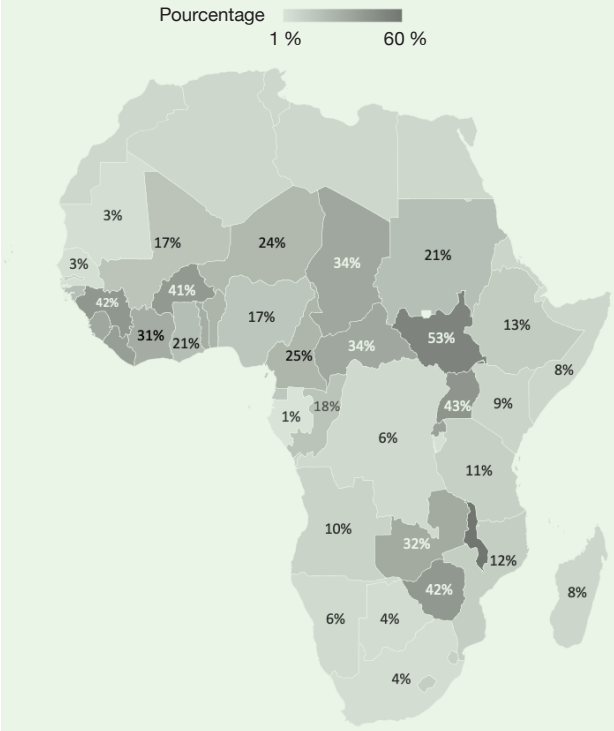
- Le forage manuel est une pratique établie
- Le forage manuel commence à être utilisé ou se trouve à un tournant
- Le forage manuel est introduit (par des organismes de développement ou des entreprises privées de pays limitrophes)
- Le forage manuel était utilisé dans le passé
- Non visés par le compendium

phase d'approvisionnement. Les informations recueillies auprès des participants aux cours en ligne sur le forage professionnel organisés par Cap-Net et animés par le PNUD mettent en évidence plusieurs difficultés dans la gestion des projets de forage (Danert, 2020; Danert et al., 2020; Danert et al., 2023). Tout d'abord, les données sur les eaux souterraines provenant de cartes et d'exemples de forages antérieurs sont importantes pour les personnes qui gèrent les programmes de forage, en partie pour le choix de l'emplacement, mais aussi pour la conception des trous de forage, composante essentielle de la durabilité des services. Malheureusement, soit il est souvent très difficile d'avoir accès à de telles informations, soit les bases de données disponibles sont anciennes ou incomplètes.

Les pratiques contractuelles ont également une incidence sur la durabilité. Les participants aux cours en ligne de 2018 et 2019 ont convenu de l'importance de la préqualification, des réunions préalables à la soumission d'une offre, des visites sur l'emplacement à choisir, d'une bonne communication entre le client et les contractants tout au long du processus, ainsi que de l'importance de réduire au maximum l'espacement entre les trous de forage dans le cadre d'un seul contrat. Toutefois, les organismes doivent composer avec un personnel insuffisant ou inexpérimenté et des délais irréalistes; on dénote en outre un manque d'expérience en matière de suivi une fois que les constructions sont achevées. Les mauvaises pratiques contractuelles ont inévitablement des répercussions à long terme sur la qualité des travaux de construction.

Le choix de l'emplacement des trous de forage a une incidence sur la durabilité des ressources en eaux souterraines. Les pratiques en la matière varient, car certains clients confient le travail séparément à des consultants tandis que d'autres s'en remettent à l'entreprise de forage pour le choix des emplacements. Un manque de compétences et de connaissances, de professionnalisme et d'équipements a été

Figure 5: Estimation du pourcentage de la population totale qui dépend des pompes manuelles pour son approvisionnement principal en eau potable (Danert, 2022a)



Estimations ne figurant pas sur la carte :

Bénin – 26 %
Burundi –2 %
Djibouti – 5 %
Érythrée – 9 %
Eswatini – 11 %
Gambie – 11 %
Lesotho – 12 %
Liberia – 39 %
Malawi – 60 %
Rwanda – 37 %
Sao Tomé-et-Principe – 2 %
Sierra Leone – 34 %
Togo – 30 %

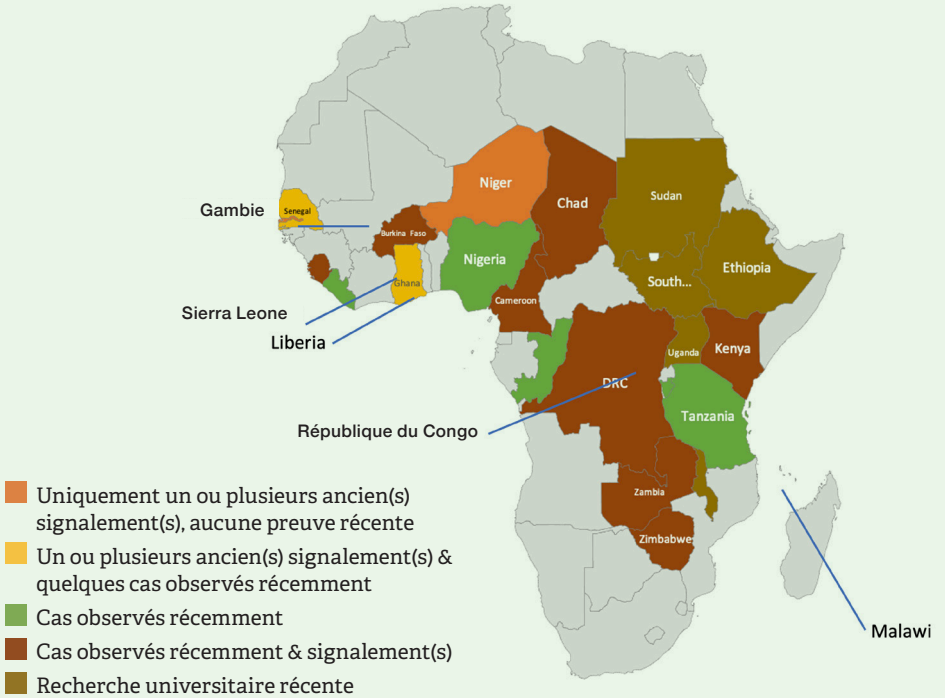
constaté, ainsi que des difficultés particulières liées au travail dans des environnements non sécurisés. Parmi les difficultés liées au forage figurent le travail dans des conditions hydrogéologiques ardues dans des communautés difficiles d'accès et de grandes différences dans les profondeurs de forage requises, même à l'intérieur d'un même pays. Le domaine du forage pâtit d'un manque de professionnalisme, notamment à cause de la corruption, même si elle peut être prévenue notamment grâce à l'amélioration de la transparence, à une préqualification soigneuse, à l'enregistrement et à l'octroi de licences, à l'apport d'un soutien aux associations de foreurs, à la réalisation d'inspections, à l'application de pénalités, au paiement de salaires adéquats et au perfectionnement des compétences.

La question du paiement (ou non-paiement) des trous de forage secs ou dont l'eau est de mauvaise qualité prête à controverse. En revanche, on commence à reconnaître que les entreprises de forage encourent des risques, en particulier les conditions de travail dans des environnements hydrogéologiques difficiles et les problèmes imprévus causés par les non-paiements (par exemple ceux liés à réduction de la qualité de construction d'autres puits en vue de compenser le manque à gagner).

Dans la plupart des cas, les processus de forage ne sont pas supervisés par un hydrogéologue qualifié, ni même un ingénieur. Les travaux sur le terrain ne sont pas assez supervisés à cause d'un manque de personnel et de compétences, de difficultés d'ordre pratique dans les zones isolées, d'une logistique insuffisante, du manque de ressources budgétaires aux fins d'une planification et d'une supervision adéquates, de restrictions de déplacement liées à des problèmes de sécurité et de la corruption.

Enfin, bien que de nombreux pays disposent de protocoles, de politiques et de ▶▶

Figure 6: Pays présentant des cas prouvés de corrosion de pompes manuelles



réglementations visant à promouvoir le rapport coût-efficacité des forages, le degré de mise en œuvre et de respect de ces réglementations est généralement faible. Des efforts et des progrès importants ont toutefois été observés en Zambie, en Ouganda, au Malawi et au Kenya (Danert, 2020).

Pompes manuelles

Les pompes manuelles ont révolutionné l'accès à un approvisionnement en eau sûr et fiable en Afrique, en particulier dans les zones rurales. Elles offrent une solution de substitution viable aux eaux de surface contaminées, aux puits ouverts et aux sources non protégées, et sont considérées comme une option relativement peu onéreuse. En période de sécheresse, les pompes manuelles sont souvent la seule source d'eau disponible (MacAllister, 2020).

Danert (2022a) estime qu'en 2019, 200 millions de personnes, soit environ 18,5 % de la population totale de l'Afrique subsaharienne, dépendaient d'une pompe manuelle pour leur approvisionnement principal en eau potable. C'est au Malawi, au Sud-Soudan, au Zimbabwe, en Guinée et au Burkina Faso que le pourcentage de personnes dépendant d'une pompe manuelle est le plus élevé, allant de 42 % à 61 % de la population totale. En milieu urbain, on estime que 7,3 % de la population dépend d'une pompe manuelle, contre 25,9 % en milieu rural.

En ce qui concerne la durabilité, on estime qu'en 2010, seules deux pompes manuelles sur trois fonctionnaient en Afrique subsaharienne, contre trois sur quatre une décennie plus tard (Danert, 2022a). Lorsque l'approvisionnement en eau n'est pas fiable, il en résulte des répercussions négatives sur la santé et sur d'autres acquis en matière de développement humain, sans oublier la gêne occasionnée pour les utilisateurs, qui doivent trouver des sources de substitution. Les chiffres faisant les gros titres sur les cas de dysfonctionnements doivent être pris avec des pincettes, surtout lorsqu'ils comparent plusieurs pays. De plus, les

estimations qui y figurent n'expliquent pas le fonctionnement des pompes manuelles, ni la cause des pannes des sources. Une pompe manuelle tombe en panne pour une raison technique bien précise, mais sa réparation dépend de la capacité de la communauté à mobiliser des fonds, à organiser l'intervention d'un mécanicien et à se procurer des pièces de rechange, autant de facteurs qui dépendent à leur tour d'autres éléments au sein de la communauté et du pays.

Tout particulièrement préoccupante est la forte baisse de fonctionnalité de la pompe manuelle au cours de la première ou des deux premières années suivant l'installation, ce qui est malheureusement fréquent (Andres et al., 2018 ; Tincani et al., 2015). Il s'agit de cas de défaillances techniques prématurées, car même les pièces d'une pompe manuelle qui s'usent le plus rapidement sont censées durer la première année. La survenance d'une défaillance prématurée atteste de problèmes sous-jacents d'ingénierie au niveau de l'emplacement du trou du forage, de la conception et/ou de la construction, de la qualité, de l'installation ou de l'utilisation de la pompe - ou d'actes de vandalisme ou de vols (Danert, 2022a). Il se peut également que la pompe manuelle ait été rejetée dès le départ par les utilisateurs, peut-être en raison de son emplacement ou de l'aspect ou du goût de l'eau. Des études ont permis de constater que, dans certains cas, les pompes ont été installées à des endroits où il n'est pas possible de prélever suffisamment d'eaux souterraines. Dans d'autres cas, des pièces de pompe de mauvaise qualité, qui se corrodent rapidement, ont été installées (Kebede et al., 2017 ; Mwathunga et al., 2017 ; Owor et al., 2019).

La corrosion rapide des composants des pompes manuelles en acier et en fer galvanisé est l'une des raisons de la détérioration rapide sur le plan technique, qui compromet la durée de vie de l'infrastructure et ses taux de fonctionnement (Langenegger, 1989). Certains cas font état de composants qui doivent être remplacés en l'espace de quelques mois ou années alors qu'ils sont normalement censés durer entre 8 et 10 ans (Danert, 2022b). La combinaison de tuyaux ou de tiges montantes de pompes manuelles en fer galvanisé et d'une eau à faible pH entraîne parfois une corrosion rapide des composants en fer galvanisé. Des problèmes de corrosion rapide peuvent également survenir lorsque les matériaux ont été ▶▶



Photographie de Jochen Rudolph

mal fabriqués à la suite d'un processus de galvanisation inadéquat. De plus, un acier inoxydable de faible qualité est aussi enclin à se corroder, même en présence d'une eau dont le pH est peu agressif (Danert, 2022b). En 2022, on a constaté que les communautés de plus de 20 pays d'Afrique subsaharienne se heurtaient à des problèmes de corrosion rapide des pompes manuelles, alors que ces problèmes ne sont pas d'actualité, car ils sont consignés à l'écrit depuis la fin des années 1980 (figure 6).

Peu d'informations sont disponibles sur la qualité des composants des pompes manuelles, mais il ressort de contrôles sur place au Burkina Faso en 2013 et 2014 et d'études en Éthiopie, au Malawi et en Ouganda qu'entre 32 % et 90 % des échantillons de composants sont non conformes (Danert, 2022c). La mauvaise qualité des composants compromet la durabilité.

Bien que les professionnels du secteur semblent être d'accord sur le fait que les pompes manuelles et la gestion par les communautés ne sont pas aussi performantes qu'elles le devraient, il n'existe pas encore de données probantes concluantes ou de consensus sur les facteurs les plus importants garantissant une bonne performance (Danert, 2022a). Il existe un intérêt croissant pour la gestion dite professionnelle, dans le cadre de laquelle les utilisateurs paient une redevance leur assurant le maintien du service par une entreprise ou une ONG, même si dans la pratique la plupart des points de distribution d'eau dans les communautés sont gérés par les utilisateurs eux-mêmes. Ils manquent du soutien nécessaire et éprouvent des difficultés à trouver des financements pour maintenir des services de qualité (Carter, 2023).

Initiatives visant à «arrêter la gangrène»

Il est rare que les dirigeants politiques nationaux et internationaux s'intéressent aux questions ayant trait à l'élaboration de mécanismes robustes (dont le renforcement des capacités de gestion des forages), aux forages de puits professionnels et à la qualité des pompes manuelles. Ce constat s'applique aussi dans une certaine mesure aux organismes de financement internationaux.

De 2004 à 2020, une initiative multipartite[1] dans le cadre du Réseau pour l'approvisionnement en eau en milieu rural (RWSN) s'est efforcée d'améliorer le professionnalisme en matière de trous de forage et leur gestion en Afrique au moyen d'études de pays, de formations, de lignes directrices, de manuels, de matériel de formation et de courts films d'animation destinés aux parties prenantes, ainsi que de blogs, de webinaires et de communautés de pratique en ligne pour l'échange d'expériences. Ceux-ci sont rassemblés sur le site Web du RWSN consacré aux forages de puits d'eau professionnels (2023). Au cours des 16 dernières années, cette initiative a permis de rehausser le profil du forage professionnel, de mettre à disposition une multitude de ressources et d'inspirer d'autres personnes à agir ; des milliers de parties prenantes ont amélioré leurs connaissances (Danert, et al., 2020). Cependant, même si l'on reconnaît de plus en plus l'importance du professionnalisme dans le domaine du forage, il s'avère que les investissements fiables et à long terme dans l'action éducative et le développement de l'expertise au sein des pays, ainsi que la mise en place de solutions visant à résoudre les problèmes d'ordre institutionnel, restent insuffisants (Danert et al., 2020). En bref, bien que le renforcement des capacités en vue de garantir la qualité sur le plan technique soit une pierre angulaire de la durabilité, il reste difficile de savoir qui en assumera la responsabilité.

En 2021, le Réseau pour l'approvisionnement en eau en milieu rural (RWSN) a lancé une initiative sur trois ans nommée Stop the Rot («Arrêter la gangrène»)[2], qui vise à rendre compte, preuves à l'appui, de l'ampleur de la corrosion rapide des pompes manuelles et de l'utilisation de composants de mauvaise qualité, et à prendre des mesures visant à remédier à ces problèmes. Outre la publication de rapports à ce jour (Danert, 2022a ; Danert, 2022b ; Danert, 2022c ; Danert et

Smulders, 2022 ; Aziz, 2022), cette initiative s'emploie également à sensibiliser le public à ces problèmes et aux solutions envisageables (figure 5). En outre, un groupe d'action dynamique, composé d'une quarantaine de personnes issues de différents organismes, a été créé afin d'aborder cet aspect critique mais pourtant négligé de la durabilité des services d'eau, et de partager les expériences en la matière.

Remarques de conclusion

Dans le présent document, nous avons examiné les éléments essentiels à une gestion durable de l'eau et tiré les conclusions ci-après.

Les investissements en matière de **données,** sous la forme d'une cartographie hydrogéologique de haute qualité, permettent de cerner les risques et les possibilités liés à l'utilisation des eaux souterraines en vue de répondre aux besoins quotidiens des ménages, des entreprises et de l'agriculture.

Les forages peuvent garantir un approvisionnement en eau durable et sûr, mais uniquement si le processus est bien mené et correctement supervisé.

Les pompes sont en théorie capables d'assumer leur fonction au quotidien pendant une décennie ou plus si elles sont bien entretenues. Cependant, les communautés ne peuvent guère caresser cet espoir si elles reçoivent des équipements qui rouillent en quelques semaines ou en quelques mois, car personne n'est incité à vérifier la qualité des eaux souterraines, ni à contrôler que les matériaux des pompes et des tuyaux sont conformes aux normes nationales et internationales.

La présente étude de cas permet de tirer des conclusions utiles relatives à la durabilité d'autres infrastructures et services publics, qui sont exposées ci-après.

Données et connaissances: il est primordial de disposer de données et de recherches de qualité pour déterminer les mesures à prendre et la manière dont elles doivent être mises en œuvres et faire la distinction entre les stratégies ayant porté leurs fruits ou non.

Mesures incitatives: tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement doivent être incités à fournir un produit ou un service de qualité, à la fois grâce aux tendances positives du marché et à une réglementation constructive.

Capacités: la durabilité passe par une attitude professionnelle qui doit faire partie intégrante de nos méthodes de travail. Pour être professionnel, le personnel doit être formé correctement, recevoir un soutien des mentors ainsi que les ressources nécessaires à l'exécution de son travail. Cette philosophie jette les bases d'un mécanisme de renforcement positif qui profite à tous, car c'est en offrant un travail de qualité que le personnel acquiert une fierté professionnelle.

Reddition de comptes: les responsables doivent être tenus de rendre des comptes, que le travail fourni soit de qualité ou non. Si le manque de qualité est dû à des actes de corruption, de négligence ou à des mesures incitatives inadaptées, ceux-ci doivent être dénoncés. Dans le même ordre d'idées, tout travail de qualité doit être reconnu à sa juste valeur. eVALU

Notes de fin

1. Cette initiative a été financée à hauteur d'environ 750 000 USD au total. Même si le financement a été fragmenté durant sa mise en œuvre, il a malgré tout été possible d'accomplir des progrès et de tirer parti des innovations et des occasions grâce au soutien initial du Programme eau et assainissement pour l'Afrique (WSP-AF) de la Banque mondiale, à la cohérence du leadership et à la conclusion de partenariats entre la Skat Foundation, UNICEF, WaterAid UK et d'autres organismes.

2. L'Initiative «Arrêter la gangrène» a été financée par l'organisme The Waterloo Foundation.

Références

1. Aboah, M. and Miyittah, M.K. (2022) 'Estimating global water, sanitation, and hygiene levels and related risks on human health, using global indicators data from 1990 to 2020', *Journal of Water and Health*, 20, pp. 1091-1101.

2. Andres, L., Chellaraj, G., Das Gupta, B., Gabrinsky, J., Joseph, G. (2018) 'Why are so many water points in Nigeria non-functional? An empirical analysis for contributing factors', *Policy Research Working Paper No. 8388*, Washington: World Bank.

3. Adekile, D. (2014) *Procurement and contract management of drilled well construction: A guide for supervisors and project managers.* Switzerland: RWSN. Disponible sur: https://www.rural-water-supply.net/en/resources/details/431 (Accessed: 11 May 2023).

4. Aziz, L.N.A. (2023) 'Stop the Rot: Overview of handpump corrosion and maintenance challenges for a sustainable drinking water supply for rural populations in Cameroon - *Case study of 20 pumps.* Action-research on the corrosion and quality of handpump components in Sub-Saharan Africa'. St. Gallen: RWSN, Ask for Water, Skat Foundation. Disponible sur: https://www.rural-water-supply.net/en/resources/details/1100

5. Bonsor, HC, Shamsudduha, M, Marchant, BP, MacDonald AM and Taylor, RG (2018) 'Seasonal and decadal groundwater changes in African sedimentary aquifers estimated using GRACE products and LSMs', *Remote Sensing.* 2018, 10(6), p. 904. DOI: https://doi.org/10.3390/rs10060904

6. Cao, T. Z., Han, D. M. & Song, X. F. (2021) 'Past, present, and future of global seawater intrusion research: A bibliometric analysis. *Journal of Hydrology*, 603 (A). DOI: https://doi.org/10.1016/j.jhydrol.2021.126844

7. Carter, R.C. (2023) *Professionalising community management of rural water supply: Navigating the transition in sub-Saharan Africa.* St. Gallen: RWSN, Skat Foundation. Disponible sur: https://www.rural-water-supply.net/en/resources/details/1103

8. Cobbing, J., Hiller, B. (2019) 'Waking a sleeping giant: Realizing the potential of groundwater in Sub-Saharan Africa', *World Development*, 122, pp. 597-613.

9. Cuthbert, M.O., Taylor, R., Kukuric, N. (2019) 'Observed controls on resilience of groundwater to climate variability in sub-Saharan Africa', *Nature*, 572, pp. 230-234. DOI: https://doi.org/10.1038/s41586-019-1441-7

10. Danert, K. (2015) *Manual drilling compendium 2015*, RWSN publication 2015-2, St Gallen: Skat Foundation. Disponible sur: https://www.rural-water-supply.net/en/resources/details/653 (Accessed: 8 February 2023).

11. Danert, K. (2020) *Groundwater and drilling: Insights from over 50 Countries.* St. Gallen: Skat Foundation. DOI: https://doi.org/10.13140/RG.2.2.25269.29920

12. Danert, K., Adekile, D., Canuto, J.G. (2020) 'Striving for borehole drilling professionalism in Africa: A review of a 16-year initiative through the Rural Water Supply Network from 2004 to 2020', *Water*, 12(12), p. 3305. DOI: https://doi.org/10.3390/w12123305

13. Danert, K. (2022a) 'Stop the rot report I: Handpump reliance, functionality and technical failure. Action research on handpump component quality and corrosion in sub-Saharan Africa'. St Gallen: Ask for Water GmbH, Skat Foundation and RWSN. DOI: https://doi.org/10.13140/RG.2.2.19733.81121

14. Danert, K. (2022b) 'Stop the rot report II: Rapid corrosion of handpumps. Action research on handpump component quality and corrosion in sub-Saharan Africa'. St Gallen: Ask for Water GmbH, Skat Foundation and RWSN. DOI: https://doi.org/10.13140/RG.2.2.34086.19528

15. Danert, K. (2022c) 'Stop the rot report III: Handpump standards, quality and supply chains with Zambia case study. Action research on handpump component quality and corrosion in sub-Saharan Africa'. St Gallen: Ask for Water GmbH, Skat Foundation and RWSN. DOI: https://doi.org/10.13140/RG.2.2.18986.70089

16. Danert, K. and Smulders, J. (2022) 'Stop the rot: Learning from handpump rehabilitation – A short case study from Zambia. Action research on handpump component quality and corrosion in sub-Saharan Africa'. St. Gallen: Ask for Water GmbH, Skat Foundation and RWSN. DOI: https://10.13140/RG.2.2.31030.78400

17. Danert, K., Diene, M., Indij, D., Tijani, M. (2023) 'Professional drilling management online course – training report 2022', Ask for Water GmbH, Africa Groundwater Network (AGW-Net), Federal Institute for Geosciences and Natural Resources (BGR), African Ministers Council on Water (AMCOW), UNDP Cap-Net, & Partenariat National de l'Eau du Sénégal (PNES). Disponible sur: https://doi.org/10.13140/RG.2.2.34640.99849

18. Foster, S (2017) 'Urban groundwater dependency in tropical Africa - a scoping study of pro-poor implications', Skat Foundation, St. Gallen, June 2017, Disponible sur: https://upgro.files.wordpress.com/2015/09/urban- groundwater-report_0015.pdf

19. Foster, S., Bousquet, A., Furey, S. (2018) 'Urban groundwater use in Tropical Africa – a key factor in enhancing water security?', Water Policy, 20(5), pp. 982-994. DOI: https://doi.org/10.2166/wp.2018.056

20. Kebede, S., MacDonald, A.M., Bonsor, H.C., Dessie, N., Yehualaeshet, T., Wolde, G., Wilson, P., Whaley, L., Lark, R.M. (2017) *UPGro Hidden Crisis Research Consortium: unravelling past failures for future success in rural water supply. Survey 1 results, country report Ethiopia,* Nottingham, UK, British Geological Survey, 17pp. (OR/17/024) (Unpublished). Disponible sur: http://nora.nerc.ac.uk/id/eprint/516998/

21. Lapworth, D.J., MacDonald, A.M., Ward, J.S.T., Banks, E. (2020) 'Drinking water quality from rural handpump-boreholes in Africa', *Environmental Research Letters*, 15(6), Article 064020. DOI: https://doi.org/10.1088/1748-9326/ab8031

22. Langenegger, O. (1989) 'Groundwater quality: An important factor for selecting handpumps', *Developments in Water Science*, 39, pp. 531-541. DOI: https://doi.org/10.1016/S0167-5648(08)70561-6

23. MacAllister, D.J., MacDonald, A.M., Kebede, S., Godfrey, S., Calow, R. (2020) 'Comparative performance of rural water supplies during drought', *Nature Communications*, 11, Article 1099. DOI: https://doi.org/10.1038/s41467-020-14839-3

24. MacDonald, A.M., Bonsor, H.C., O'Dochartaigh, B.E., Taylor, R.G. (2012) 'Quantitative maps of groundwater resources in Africa', *Environmental Research Letters*, 7(2), Article 024009. DOI: https://doi.org/ 10.1088/1748-9326/7/2/024009

25. MacDonald, A.M. (2023) A tale of two groundwaters. *Why the United Nations 2023 Water Conference needs to know more about groundwater.* [Online] British Geological Survey. Disponible sur: https://www.bgs.ac.uk/news/a-tale-of-two-groundwaters/ (Accessed: 23 March 2023).

26. Mwathunga, E.; MacDonald, A.M.; Bonsor, H.C.; Chavula, G.; Banda, S.; Mleta, P.; Jumbo, S.; Gwengweya, G.; Ward, J.; Lapworth, D.; Whaley, L.; Lark, R.M. (2017) UPGro *Hidden Crisis Research Consortium. Survey 1 country report, Malawi.* Nottingham, UK, British Geological Survey, 19pp. (OR/17/046) (Non publié), http://nora.nerc.ac.uk/id/eprint/518402/

27. Owor, M.; Fallas, H.C.; MacAllister, D.J.; Okullo, J.; Katusiime, F.; Berochan, G.; Whaley, L.; Banks, E.; Casey, V.; MacDonald, A.M. (2019) *Physical factors contributing to rural water supply functionality performance in Uganda.* Nottingham, UK, British Geological Survey, 24pp. (OR/19/056) (Non publié), http://nora.nerc.ac.uk/id/eprint/527019/

28. Podgorski, J., Berg, M. (2020) 'Global threat of arsenic in groundwater', *Science*, 368, pp. 845-850. DOI: https://doi.org/10.1126/science.aba1510

29. RWSN (2016) *Four steps to better drilling contracts.* [Online] Rural Water Supply Network. Disponible sur: https://vimeo.com/171751215

30. RWSN (2023) *Professional water well drilling.* [Online] Rural Water Supply Network. Disponible sur: https://www.rural-water-supply.net/en/sustainable-groundwater-management/professionnal-water-well-drilling

31. Sorensen, J.P.R., Lapworth, D.J., Nkhuwa, D.W.C., Stuart, M.E., Gooddy, D.C., Bella, R.A., Chirwa, M., Kabika, M., Liemisa, C., Chibesa, M., Pedley, S. (2015a) 'Emerging contaminants in urban groundwater sources in Africa', *Water Research*, 72, pp. 51-63. DOI: https://doi.org/10.1016/j.watres.2014.08.002

32. Sorensen, JPR, Lapworth, Read, DS, Nkhuw, DCW, Bella, RA, Chibesa, M, Chirwa, M, Kabika, M, Liemisa, M and Pedley, S (2015b) 'Tracing enteric pathogen contamination in sub-Saharan African groundwater', *Science of The Total Environment*, 538, pp. 888-895. DOI: https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2015.08.119

33. Taylor, R.G., Scanlon, B., Döll, P., et al. (2013) 'Ground water and climate change', *Nat. Clim. Change*, 3, pp. 322-329.

34. Taylor, RG, Favreau, G. Scanlon, BR & Villholth, KG (2019) 'Topical Collection: Determining groundwater sustainability from long-term piezometry in Sub-Saharan Africa', *Hydrogeology Journal*, 27, pp. 443–446. DOI: https://doi.org/10.1007/s10040-019-01946-9

35. Tincani, L., Ross, I., Zaman, R., Burr, P., Mujica, A., Ensink, J. and Evans, B. (2015) 'Regional assessment of the operational sustainability of water and sanitation services in Sub-Saharan Africa'. Technical Report, VFM-WASH.

36. UNICEF (2021) 'Water Sanitation and Hygiene (WASH): Leaving no one behind'. New York: UNICEF. Disponible sur: https://www.unicef.org/media/102136/file/LNOB-in-WASH-Guidance-Note.pdf

37. Werner, A. D. et al. (2013) 'Seawater intrusion processes, investigation and management: Recent advances and future challenges'. Advances in Water Resources, 51, pp. 3–26. DOI: https://doi.org/10.1016/j.advwatres.2012.03.004

38. WHO and UNICEF (2021a) 'Data' [online]. World Health Organization and UNICEF. Available at: https://washdata.org/data (Accessed 15 November 2021).

À propos des auteurs



Kerstin Danert est une spécialiste des questions liées à l'eau forte de 25 ans d'expérience dans la coopération internationale au développement avec des parties prenantes d'horizons divers et variés. Elle se penche depuis 15 ans sur la question du professionnalisme dans le domaine du forage. Elle a dirigé des études et des projets de formation, rédigé des lignes directrices destinées aux praticiens et aux professionnels et fourni une assistance technique en la matière. Sa zone géographique de prédilection est l'Afrique subsaharienne. Kerstin est titulaire d'un doctorat et a étudié la diffusion des innovations, dont les technologies de forage à faible coût. Elle est actuellement directrice générale de l'entreprise Ask for Water GmbH et codirectrice de la thématique «développement durable des eaux souterraines» du Réseau pour l'approvisionnement en eau en milieu rural. Elle est originaire d'Écosse et d'Allemagne, mais vit en Suisse..



Sean Furey est directeur du secrétariat du Réseau pour l'approvisionnement en eau en milieu rural (RWSN) de la Skat Foundation (en Suisse). Spécialiste de l'approvisionnement en eau en milieu rural et des réseaux, il a plus de 25 ans d'expérience dans les domaines de l'eau, du développement international et de la durabilité. Le RWSN est un réseau professionnel mondial qui compte plus de 14 000 membres dans le monde (dont plus d'un tiers en Afrique subsaharienne) et est dirigé par la Banque africaine de développement, UNICEF, la Banque mondiale, la Skat Foundation, International Rescue Committee (IRC) et WaterAid.



Quelles sont les données probantes relatives à l'impact à long terme généré par les interventions dans le domaine des systèmes alimentaires?

Les investissements mondiaux dans les interventions agricoles s'élèvent à 630 milliards de dollars par an (Food and Agriculture Organization et al., 2022), mais il existe peu de données prouvant la durabilité des effets découlant des interventions dans le système alimentaire. Nous avons procédé à une évaluation rapide des effets à long terme des interventions dans le système alimentaire en Afrique subsaharienne et dans d'autres régions, et avons évalué et résumé la littérature en rapport avec le sujet en nous basant sur la carte actualisée des données probantes sur les systèmes alimentaires et la nutrition, ou Living Food Systems and Nutrition Evidence Gap Map en anglais (Moore et al., 2021), une base de données institutionnelle sur les évaluations d'impact et les sources de littérature grise mise à jour tous les quatre mois (dernière recherche effectuée en juillet 2022). Il s'agit du premier travail de recherche qui synthétise les données probantes relatives aux effets à long terme résultant des interventions dans les systèmes alimentaires sur les revenus et la production. Les données disponibles sont peu nombreuses et réparties par pays et type d'intervention, ce qui signifie qu'il n'y a probablement pas assez de données probantes susceptibles d'orienter la prise de décisions. Il faudrait mener de nouvelles évaluations d'impact rigoureuses en vue de saisir les véritables effets à long terme résultant des interventions dans le domaine des systèmes alimentaires en Afrique subsaharienne.

Pierre Marion et Charlotte Lane de l'Initiative internationale pour les évaluations d'impact (3ie)

Messages clés

- Il existe 31 évaluations d'impact qui examinent les effets à long terme résultant des interventions dans le domaine des systèmes alimentaires en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en Afrique subsaharienne.
- Trop d'importance est accordée aux effets des interventions dans le domaine de la production alimentaire sur les résultats économiques et agricoles.
- Les études qui examinent les effets à long terme sur les revenus et/ou la production indiquent que ceux-ci durent généralement moins de 10 ans après le début de l'intervention. Toutefois, la base de données probantes n'est pas exhaustive et les estimations rapportées présentent un risque élevé de biais.
- D'après les études, le fait d'adapter les projets aux conditions locales, d'utiliser des contextes dynamiques sans créer de frictions et de mettre en place des politiques stables et un engagement dans la durée peuvent contribuer à des impacts positifs à long terme.

Introduction

Le système alimentaire mondial ne produit pas les résultats escomptés pour les êtres humains, pour la planète et en matière de prospérité, comme en attestent les environ deux milliards de personnes qui n'ont pas un accès suffisant à des aliments sûrs et nutritifs et à l'eau (Food and Agriculture Organization, 2022). Cet accès est menacé par un certain nombre de facteurs, notamment la crise de la COVID-19, les changements climatiques et les conflits (The Organization for Economic Cooperation and Development, 2021; Food and Agriculture Organization, 2022). De tels facteurs ont un impact sur la production alimentaire mondiale, l'accès aux aliments et leur caractère abordable, et menacent les progrès vers la réalisation des objectifs mondiaux. D'après les prévisions, la communauté mondiale n'est pas sur la bonne voie pour atteindre les objectifs nutritionnels fixés par l'Assemblée mondiale de la santé ou les Objectifs de développement durable (FAO, 2022; World Bank, 2021). Il est donc urgent de transformer les systèmes alimentaires en faisant en sorte que les impacts générés par les interventions dans le domaine des systèmes alimentaires soient durables.

Les responsables de projet évaluent rarement les effets qui ont résulté des interventions plusieurs années après la fin du programme ou le versement des fonds initiaux (ERIE, 2018).[1] On considère souvent que les impacts à court terme impliquent des changements durables, or il n'en est pas ainsi : le caractère dynamique des systèmes alimentaires fait que les impacts à court et à long terme sont susceptibles de varier dans la pratique. En effet, les effets peuvent s'estomper, s'intensifier ou mettre du temps à se manifester.

Afin d'améliorer l'accessibilité aux évaluations d'impact et les connaissances relatives au facteur temps de ces évaluations, de déterminer si les effets à long terme sont évalués et d'examiner ce qui favorise le succès ou l'échec à long terme, nous avons déterminé si nous disposions de données probantes en évaluant rapidement les ▶▶

effets à long terme résultant des interventions dans le domaine des systèmes alimentaires en Afrique subsaharienne[2]. Parmi les études relevées, nous avons mené une analyse approfondie des effets résultant des interventions agricoles sur les revenus, le rendement des cultures, le climat et l'environnement. Cette recherche devrait être utile aux organismes et aux gouvernements travaillant dans le domaine de la sécurité alimentaire, aux financeurs et aux gestionnaires de programmes, aux chercheurs et au grand public.

Méthode: recherche documentaire

Nous nous sommes basés sur la carte actualisée des données probantes sur les systèmes alimentaires et la nutrition pour repérer les études qui évaluent les effets résultant des interventions dans le domaine des systèmes alimentaires au moins une décennie après leur lancement (Moore et al., 2021). La carte comporte toutes les évaluations d'impact disponibles et les examens systématiques des évaluations d'impact qui prennent en considération les effets découlant des interventions dans le domaine des systèmes alimentaires sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Ces interventions sont envisagées au regard de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, de l'environnement alimentaire ou du comportement des consommateurs (HLPE, 2017; Brauw, 2019).[3]

Les méthodes sur lesquelles repose la carte actualisée des données probantes sur les systèmes alimentaires et la nutrition ont fait l'objet d'un examen externe en deux cycles par des pairs (Storhaug et al., 2022 ; Tree et al., 2022). La recherche initiale pour la carte a été effectuée en mai 2020 dans 12 bases de données bibliographiques institutionnelles et 31 bases de données et sites Web sectoriels. Depuis, le projet est devenu ladite carte. La recherche dans les bases de données bibliographiques institutionnelles a été mise à jour quatre fois. La dernière recherche disponible pour ce travail a été achevée en juillet 2022 et la dernière recherche de littérature grise a été



terminée en janvier 2022. Les études relevées grâce à la mise à jour régulière du portail 3ie sur les données probantes en matière de développement sont ajoutées à la carte en continu. Au moment où nous avons commencé notre évaluation rapide des données probantes (c'est-à-dire en octobre 2022), la carte comprenait 2 019 évaluations d'impact.

Critères d'inclusion et d'exclusion des études dans cet examen

Pour mesurer les progrès accomplis dans l'examen des données probantes, nous avons inclus dans la carte actualisée des données probantes sur les systèmes alimentaires et la nutrition en Afrique subsaharienne toutes les évaluations d'impact qui fournissent des données probantes relatives aux effets des interventions dans le domaine des systèmes alimentaires 10 ans ou plus après leur lancement. Ce laps de temps a été adopté par des chercheurs en sciences économiques et des chercheurs menant des essais comparatifs aléatoires (David, 2023 ; Bouguen et al., 2019).

Dans le cadre de notre revue de la littérature, l'analyse s'est limitée aux effets à long terme résultant des interventions agricoles sur les revenus et le rendement des cultures. La sélection de ces résultats s'est effectuée selon la quantité des données probantes et l'intérêt du bailleur de fonds.

Sélection des études et extraction des données

Il y avait 749 études sur des pays d'Afrique subsaharienne susceptibles d'être prises en considération pour cette évaluation rapide des données probantes.[4] Les évaluations d'impact incluses ont été évaluées à l'aide de l'outil d'évaluation critique rapide proposé par l'Initiative internationale pour les évaluations d'impact (3ie). Deux codeurs ont évalué indépendamment chaque résultat et ont estimé de manière critique le risque de biais, puis ont fait concordé les réponses.

Approche analytique

Nous avons présenté une analyse descriptive des principales caractéristiques des études qui ont été relevées (p. ex., les interventions, les effets et la localisation géographique des interventions).

Nous avons ensuite examiné en détail les données probantes sur les effets résultant des interventions agricoles sur les revenus, le rendement des cultures, le climat et l'environnement. Nous avons converti les effets rapportés en tailles d'effet en différence moyenne standardisée[5] et utilisé une méta-analyse de variance inverse pour estimer les effets de traitement moyens rapportés des interventions agricoles sur les revenus et le rendement des cultures. Nous avons eu recours à des graphiques en forêt pour illustrer l'éventail des effets rapportés et examiné les variations par type d'intervention, la durée de la période d'étude et les méthodes d'étude en effectuant une méta-analyse des sous-groupes.

Afin d'examiner la manière dont les résultats ont été obtenus, nous avons effectué une analyse thématique (Thomas and Harden, 2008). Les informations dans les domaines d'étude suivants ont été codées individuellement, à savoir la description des interventions, la durabilité, les conséquences involontaires, les effets indésirables, le mécanisme d'action supposé et les données probantes relatives aux coûts. Nous avons appliqué un processus de codage déductif et développé des thèmes analytiques larges afin de cerner les obstacles fréquents à l'impact, les facteurs favorisant l'impact, les mécanismes de causalité ▶▶

Tableau 2: Nombre d'évaluations d'impact selon la durée de la période d'étude

Période d'étude	Nombre d'évaluations d'impact	Pourcentage du nombre total d'évaluations d'impact
Un an ou moins	310	41 %
2 à 4 ans	258	34 %
5 à 9 ans	103	14 %
+ de 10 ans	31	4 %
10 à 14 ans	22	3 %
15 à 19 ans	4	0.5 %
+ de 20 ans	5	0.5 %
Non applicable[1]	41	5 %
Non indiqué[2]	6	1 %

Notes: La période d'étude fait référence au nombre d'années entre l'année où l'intervention a été lancée et l'année où le résultat final a été mesuré. Le nombre total d'évaluations d'impact provenant de la carte actualisée des données probantes sur les systèmes alimentaires et la nutrition est de 749.

Tableau 3a: Fréquence des évaluations des groupes d'intervention-résultats en Afrique subsaharienne axées sur les effets à long terme (ensemble de résultats 1)

Interventions \ Résultats	Économiques	Agricoles	Climat / environnement	Anthropométriques	Changement comportemental	Bio nutritionels	Developpement	Caractère adéquat/ qualité du régime alimentaire
Actions de communication visant à faire évoluer les comportements	0	0	0	0	0	0	0	0
Gestion des pertes et gaspillages alimentaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Production alimentaire	14	16	0	0	6	1	0	2
Approvisionnement alimentaire/ diminution des prix	1	0	0	1	2	0	0	0
Transport/stockage des aliments	2	2	0	0	0	1	0	0
Transformation et emballage	0	1	0	1	0	1	1	0
Qualité et sécurité	0	0	0	0	0	0	0	0
Autonomisation des femmes dans les systèmes alimentaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre unique total*	**16**	**17**	**0**	**2**	**8**	**1**	**1**	**2**

Les chiffres reflètent le nombre d'études uniques qui prennent en considération cette combinaison intervention-résultats. Les couleurs représentent le nombre relatif d'études (plus le bleu est clair, moins il y a d'études).

*Le nombre total d'études uniques peut être inférieur à la somme d'une colonne, car une seule étude peut être reportée dans plusieurs cellules.

Tableau 3b: Fréquence des évaluations des groupes intervention-résultats en Afrique subsaharienne axées sur les effets à long terme (ensemble de résultats 2), interventions répétées

Interventions	Caractère abordable /disponibilité des aliments	Distribution alimentaire	Sécurité alimentaire	Motivations intrinsèques	Teneur en micronutriments	Autonomisation des femmes	Nombre unique total[1]
Actions de communication visant à faire évoluer les comportements	0	0	0	1	0	0	1
Gestion des pertes et gaspillages alimentaires	0	0	0	0	0	0	0
Production alimentaire	4	0	0	1	0	3	23
Approvisionnement alimentaire/diminution des prix	0	0	0	0	0	0	4
Transport/stockage des aliments	1	1	0	0	0	0	4
Transformation et emballage	1	0	0	0	0	0	2
Qualité et sécurité	0	0	0	0	0	0	0
Autonomisation des femmes dans les systèmes alimentaires	0	0	0	0	0	0	0
Nombre unique total**	**4**	**1**	**0**	**2**	**0**	**3**	**31**

Les chiffres reflètent le nombre d'études uniques qui prennent en considération cette combinaison d'intervention et de résultats. Les couleurs représentent le nombre relatif d'études (plus le bleu est clair, moins il y a d'études).

Le total peut être inférieur à la somme d'une seule ligne, car une seule étude peut être reportée dans plusieurs cellules.

* *Le nombre total d'études uniques peut être inférieur à la somme d'une colonne, car une seule étude peut être reportée dans plusieurs cellules.
Analyse approfondie des données probantes sur les effets à long terme résultant des interventions agricoles sur les revenus et les résultats des rendements des cultures en Afrique subsaharienne.

et les conséquences involontaires. Si nécessaire, les codeurs sont revenus aux travaux originaux pour confirmer et préciser les conclusions. Les examinateurs ont ordonné les thèmes afin de les présenter de manière cohérente dans la section sur les obstacles et les facteurs de réussite à long terme.

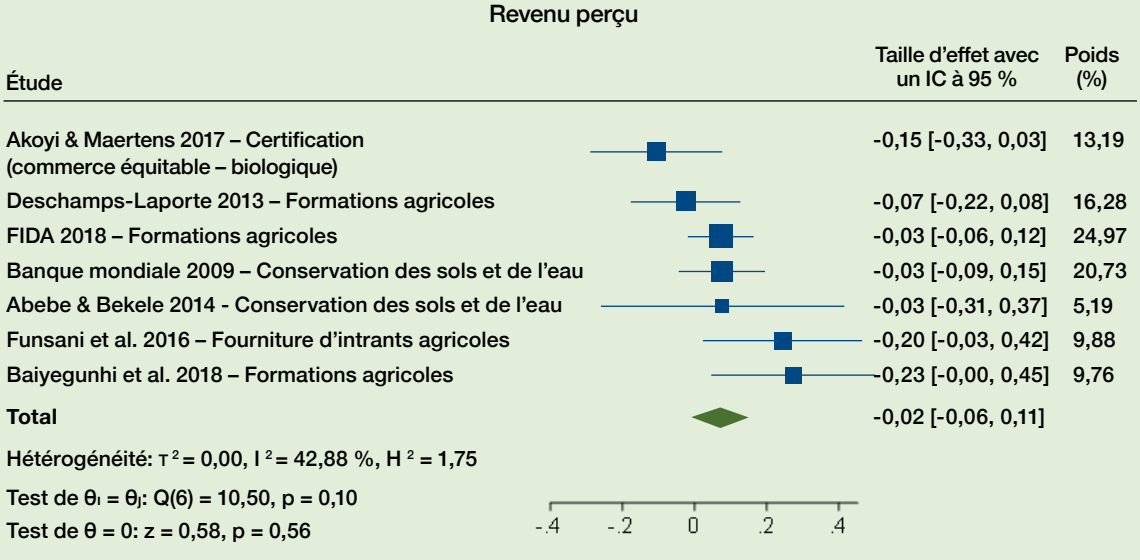
Données probantes relatives aux effets à long terme résultant des interventions dans le domaine des systèmes alimentaires

Le nombre d'évaluations d'impact recensées diminue généralement à mesure que la période d'étude s'allonge. Nous avons trouvé 31 évaluations d'impact qui examinent les effets des interventions dans les systèmes alimentaires 10 ans ou plus après leur lancement en Afrique subsaharienne, ce qui représente quatre pour cent des 749 évaluations d'impact de la carte actualisée des données probantes sur les systèmes alimentaires et la nutrition axées sur cette région[6]. La plupart d'entre elles font état d'effets qui se manifestent 10 à 14 ans après le début de l'intervention. La période d'étude moyenne est de 2,76 ans.

Onze des évaluations d'impact à long terme concernent des interventions en Éthiopie. Les autres évaluations ont eu lieu au Ghana, en Afrique du Sud et en Ouganda (3 chacun) ; en Gambie, au Kenya, au Niger et au Nigeria (2 chacun) ; ainsi qu'au Malawi, en Tanzanie et en Zambie (1 chacun). Presque toutes les évaluations d'impact à long terme en Afrique subsaharienne se sont concentrées sur la production alimentaire et ses effets à long terme sur les effets dans les domaines de l'économie et de l'agriculture (tableaux 3a et 3b). En Afrique subsaharienne, aucune intervention n'a été évaluée en ce qui concerne la gestion des pertes et les gaspillages alimentaires, la qualité et la sécurité des aliments ou l'autonomisation des femmes. Aucune des évaluations réalisées en Afrique subsaharienne n'a tenu compte des effets relatifs au climat et à l'environnement, à la sécurité alimentaire, ni à la teneur en micronutriments.

Notre analyse approfondie repose sur 10 études qui rapportent les effets de 12 ▶▶

Figure 7: Résumé des estimations des effets à long terme résultant des interventions agricoles sur les revenus en Afrique subsaharienne



Modèle à effet aléatoire (méthode de DerSimonian et Laird)
*indique un faible risque de biais

interventions agricoles en Afrique subsaharienne: trois sur les formations agricoles, deux sur la conservation des sols et de l'eau, sur la certification de durabilité et sur l'agriculture contractuelle, et une sur la délivrance de titres de propriété foncière, la fourniture d'intrants agricoles et la fourniture d'intrants agricoles ainsi que de formations agricoles. En raison des différents types d'intervention, du peu de données probantes et du risque de biais dans les estimations, il n'est pas possible de tirer des conclusions pertinentes et généralisées sur les effets probables de ces interventions.

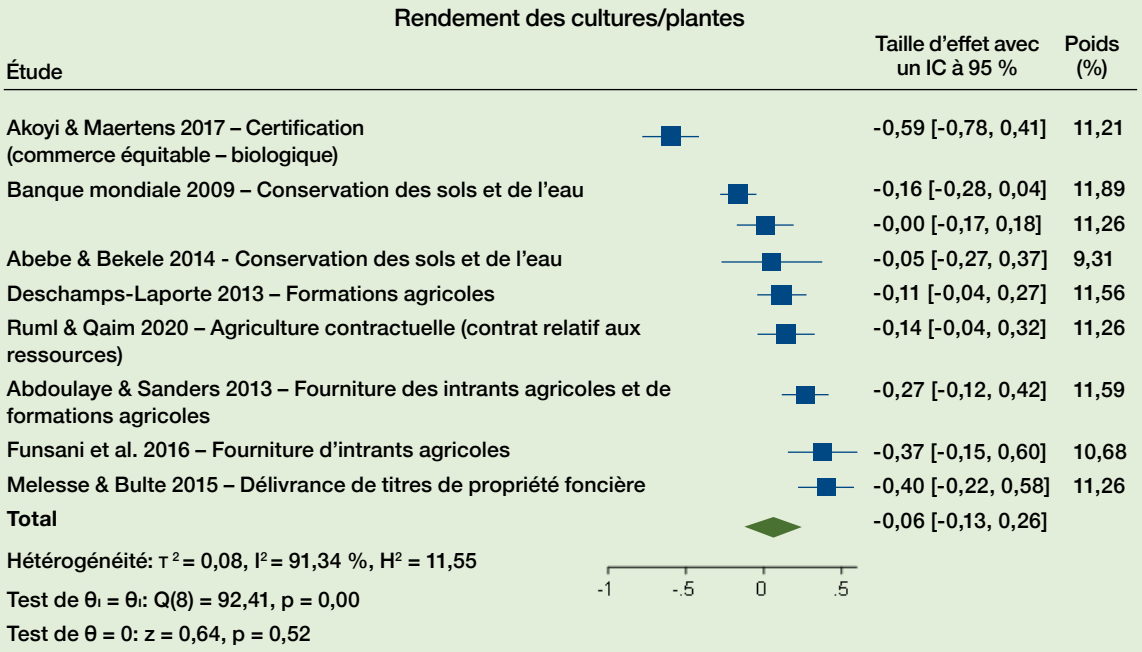
La présente méta-analyse vise à mettre en évidence l'étendue des données probantes disponibles, leur qualité et la variation des estimations entre les interventions. Les résultats indiquent que les impacts ne sont généralement pas maintenus 10 ans ou plus après le début d'une intervention. Cette absence d'effets globaux à long terme dans la méta-analyse ne signifie toutefois pas que les interventions ne sont pas efficaces à long terme. De nombreuses interventions individuelles se sont révélées efficaces, probablement en raison des activités spécifiques organisées et du contexte local. Plutôt que de mettre fin à ces interventions, il conviendrait de mener de nouvelles recherches afin de comprendre leurs effets probables à long terme.

Les études incluses permettent d'établir que le fait d'adapter les projets aux conditions locales, d'utiliser des contextes dynamiques sans créer de frictions et de mettre en place des politiques stables et un engagement à long terme peuvent contribuer à créer un environnement propice à des impacts positifs à long terme.

Revenus

Sept études présentent des estimations des effets à long terme résultant de sept interventions agricoles sur les revenus dans sept pays d'Afrique subsaharienne (Éthiopie, Kenya, Niger, Afrique du Sud, Tanzanie, Ouganda et Zambie). L'échantillon comprend quatre types

Figure 8: Résumé des estimations des effets à long terme résultant des interventions agricoles sur la production dans des pays en Afrique subsaharienne



Modèle à effet aléatoire (méthode de DerSimonian et Laird)
*indique un faible risque de biais

d'interventions dans les domaines suivants : la conservation des sols et de l'eau (k=2), les formations agricoles (k=3), la fourniture d'intrants agricoles (k=1) et les certifications de durabilité (k=1). La durée moyenne entre le début de l'intervention et la dernière mesure du revenu est de 12 ans (10-14 ans). Le revenu est toujours mesuré au niveau du ménage. Les résultats sont généralement le revenu total et le revenu par habitant des ménages (k=4), ainsi que le revenu moyen des ménages, le revenu agricole des ménages et le revenu des ménages par hectare (k=1 chacun).

La moyenne simple des effets à long terme rapportés des interventions agricoles sur le revenu est de 0,04. Lorsque les effets résultant des interventions sont pondérés pour tenir compte de la précision des études, l'effet moyen rapporté est de 0,02 de différence moyenne standardisée (Intervalle de confiance ou IC de 95 %: -0,06 à 0,11 ; p = 0,56; figure 7). La marge de variation des effets rapportés entre les études est élevée, allant de -0,15 à 0,23 de différence moyenne standardisée. Toutes les estimations incluses présentent un risque de biais élevé, situation qui nous pousse à ne pas nous fier entièrement à ces conclusions et qui est de nature à contribuer à la variation des effets rapportés.

Production

Il existe huit études uniques qui présentent des estimations des effets à long terme résultant de neuf interventions agricoles sur le rendement des cultures de six pays d'Afrique subsaharienne (Éthiopie, Ghana, Kenya, Niger, Ouganda et Zambie). Six des interventions étudiées concernaient les domaines suivants: les formations agricoles (k=1), la fourniture d'intrants agricoles (k=2), les programmes de certification de durabilité (k=1), la délivrance de titres de propriété foncière (k=1), la conservation des sols et de l'eau (k = 2) et l'agriculture contractuelle (k=2). Le délai moyen entre le début de l'intervention et la dernière mesure de la production est de 12 ans (10-18 ans). La production a été le plus souvent mesurée au niveau du ménage (k = 5), mais des mesures ont également été effectuées au niveau individuel (k = 1) et au niveau de la parcelle (k = 3). Les résultats de production les plus fréquents étaient les rendements de productivité de cultures individuelles telles que le teff, le café, le sorgho, le maïs et l'huile de palme (poids des cultures produites divisé par une mesure des terres ; k = 7).

La moyenne simple des effets à long terme rapportés des interventions agricoles sur la production est de 0,06. Lorsque les effets résultant des interventions sont pondérés pour tenir compte de la précision, l'effet moyen rapporté est également de 0,06 (intervalle de confiance ou IC de 95 %: -0,13 à 0,26 ; p = 0,52 ; figure 8). Comme pour le revenu, les résultats montrent un niveau élevé de variation des effets rapportés entre les études (-0,59 à 0,40 de différence moyenne standardisée), et toutes les estimations incluses présentent un risque élevé de biais.

Analyse des modérateurs

Une méta-analyse de sous-groupe a été utilisée pour déterminer si les effets à long terme rapportés dans les études incluses variaient en fonction du type d'intervention, de la période d'analyse et des méthodes d'étude. La fourniture d'intrants agricoles (0,30 de différence moyenne standardisée ; IC de 95 %: 0,18 à 0,42 ; p<0,001 ; k =2) et les interventions relative à la délivrance de titres de propriété (k=1) entraîneraient des effets positifs sur la production. Abdoulaye et Sanders (2013) ont trouvé un effet positif et statistiquement significatif à long terme résultant de la fourniture d'engrais, de pesticides et d'herbicides, et de formations agricoles sur les rendements du sorgho au Niger. En Zambie, Funsani et ses collègues (2016) ont estimé que le subventionnement des engrais et l'amélioration des semences de maïs avaient entraîné une augmentation des rendements du maïs. Dans tous les autres sous-groupes (période d'analyse et méthodes d'étude), l'effet moyen rapporté reste statistiquement insignifiant. Concernant les résultats en matière de revenus parmi ces sous-groupes, nous avons constaté que les effets rapportés ▶▶

moyens ne sont pas non plus statistiquement significatifs.

Facteurs facilitant ou entravant la réussite à long terme

D'après les auteurs des études incluses, le fait d'adapter les projets aux conditions locales, d'utiliser des contextes dynamiques sans créer de frictions et de mettre en place des politiques stables et un engagement à long terme peut aboutir à des impacts positifs à long terme.

En s'adaptant aux conditions locales, les interventions peuvent prendre en considération les processus décisionnels des agriculteurs et tirer parti de ces processus en vue d'atteindre les objectifs du programme (World Bank, 2016 ; IFAD, 2018). Par exemple, l'élaboration et la mise à jour d'un programme d'enseignement ciblé et la prise e n considération du contexte agroécologique ont été considérés comme des facteurs favorisant le succès d'un programme de formation agricole en Tanzanie (IFAD, 2018). Melesse et Bulte (2015) notent qu'il est possible que le programme de formalisation des terres en Éthiopie ne produisent pas les effets escomptés dans des contextes où les droits fonciers coutumiers ont une place prépondérante, car dans de tels contextes, deux systèmes de propriété foncière parallèles sont susceptibles de se développer, réduisant ainsi les retombées d'un tel programme. La certification de commerce équitable et biologique a involontairement entraîné une baisse de la production de café, peut-être parce que des engrais et des pesticides inorganiques étaient nécessaires pour maintenir les cultures en Ouganda (Akoyi & Maertens, 2017).

Compte tenu du contexte dynamique dans lequel les interventions agricoles opèrent, le fait de tirer parti des synergies entre les interventions et les différents acteurs sans créer de frictions est susceptible de faciliter l'accès aux lieux d'interventions et de favoriser leur impact. Funsani (2016) et Deschamps-Laporte (2013) indiquent que la mise en place de programmes fournissant des semences et des engrais et l'offre de formations techniques sur leur utilisation pourraient favoriser l'impact en Zambie et au Kenya. Certaines difficultés liées à l'introduction d'un programme de certifications de commerce équitable et biologique en Ouganda sont survenues en raison de pénuries d'engrais organiques et de retards dans le paiement des vérifications des certifications ; il a donc été d'autant plus difficile dans un tel contexte de générer un impact (Akoyi & Maertens, 2017). Le programme de certifications a encouragé une transition vers la culture commerciale au détriment du travail familial et réduit la disponibilité d'autres produits agricoles. Cette situation a réduit la productivité du travail dans le domaine du café et n'a pas entraîné de changement notable des revenus.

La continuité ou un engagement prolongé peut faciliter l'impact, tandis qu'un engagement ou une mise en œuvre erratiques peut constituer un obstacle à l'impact. En général, les auteurs signalent que la confiance, l'implication continue avec les bénéficiaires, l'organisation d'activités de sensibilisation et la conclusion de partenariats stables (dont l'offre d'un soutien financier fiable à long terme), sont autant de facteurs susceptibles de favoriser la production de résultats (IFAD, 2018 ; Baiyegunhi, 2018 ; World Bank, 2009). À l'inverse, l'instabilité des politiques peut constituer un obstacle à l'obtention de résultats. En Éthiopie, par exemple, l'État était la principale cause de l'insécurité foncière. La reconnaissance des droits fonciers, et donc leur protection, a abouti à une augmentation de la production (Melesse & Bulte, 2015). Grâce à une sécurité foncière accrue, les mesures incitatives concernant la plantation d'arbres ont été multipliées, réduisant ainsi le nombre de litiges ayant trait à la délimitation des parcelles.

Conclusion

D'après les auteurs des études incluses, le fait d'adapter les projets aux conditions locales, d'utiliser des contextes dynamiques



sans créer de frictions et de mettre en place des politiques stables et un engagement à long terme peut aboutir à des impacts positifs à long terme.

En s'adaptant aux conditions locales, les interventions peuvent prendre en considération les processus décisionnels des agriculteurs et tirer parti de ces processus en vue d'atteindre les objectifs du programme (World Bank, 2016 ; IFAD, 2018). Par exemple, l'élaboration et la mise à jour d'un programme d'enseignement ciblé et la prise en considération du contexte agroécologique ont été considérés comme des facteurs favorisant le succès d'un programme de formation agricole en Tanzanie (IFAD, 2018). Melesse et Bulte (2015) notent qu'il est possible que le programme de formalisation des terres en Éthiopie ne produisent pas les effets escomptés dans des contextes où les droits fonciers coutumiers ont une place prépondérante, car dans de tels contextes, deux systèmes de propriété foncière parallèles sont susceptibles de se développer, réduisant ainsi les retombées d'un tel programme. La certification de commerce équitable et biologique a involontairement entraîné une baisse de la production de café, peut-être parce que des engrais et des pesticides inorganiques étaient nécessaires pour maintenir les cultures en Ouganda (Akoyi & Maertens, 2017).

Compte tenu du contexte dynamique dans lequel les interventions agricoles opèrent, le fait de tirer parti des synergies entre les interventions et les différents acteurs sans créer de frictions est susceptible de faciliter l'accès aux lieux d'interventions et de favoriser leur impact. Funsani (2016) et Deschamps-Laporte (2013) indiquent que la mise en place de programmes fournissant des semences et des engrais et l'offre de formations techniques sur leur utilisation pourraient favoriser l'impact en Zambie et au Kenya. Certaines difficultés liées à l'introduction d'un programme de certifications de commerce équitable et biologique en Ouganda sont survenues en raison de pénuries d'engrais organiques et de retards dans le paiement des vérifications des certifications ; il a donc été d'autant plus difficile dans un tel contexte de générer un impact (Akoyi & Maertens, 2017). Le programme de certifications a encouragé une transition vers la culture commerciale au détriment du travail familial et réduit la disponibilité d'autres produits agricoles. Cette situation a réduit la productivité du travail dans le domaine ▶▶

du café et n'a pas entraîné de changement notable des revenus.

La continuité ou un engagement prolongé peut faciliter l'impact, tandis qu'un engagement ou une mise en œuvre erratiques peut constituer un obstacle à l'impact. En général, les auteurs signalent que la confiance, l'implication continue avec les bénéficiaires, l'organisation d'activités de sensibilisation et la conclusion de partenariats stables (dont l'offre d'un soutien financier fiable à long terme), sont autant de facteurs susceptibles de favoriser la production de résultats (IFAD, 2018 ; Baiyegunhi, 2018 ; World Bank, 2009). À l'inverse, l'instabilité des politiques peut constituer un obstacle à l'obtention de résultats. En Éthiopie, par exemple, l'État était la principale cause de l'insécurité foncière. La reconnaissance des droits fonciers, et donc leur protection, a abouti à une augmentation de la production (Melesse & Bulte, 2015). Grâce à une sécurité foncière accrue, les mesures incitatives concernant la plantation d'arbres ont été multipliées, réduisant ainsi le nombre de litiges ayant trait à la délimitation des parcelles.

Remerciements

Les auteurs remercient Suvarna Pande, Ingunn Storhaug, Diana Belén Cordova-Arauz et Paul Fenton Villar, de l'Initiative internationale pour les évaluations d'impact (3ie), pour leur contribution au présent rapport. Ils expriment également leur reconnaissance à Anette Wilhelmsen, de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD), pour ses commentaires avisés, et Ida Kristine Lindkvist, conseillère principale à la NORAD. Nous souhaitons également remercier la directrice du département Synthèse et vérifications à 3ie, Birte Snilstveit.

Enfin, nous tenons à remercier le Ministère fédéral allemand pour la coopération économique et le développement (BMZ), qui, par l'intermédiaire de l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), a financé la carte actualisée des données probantes sur les systèmes alimentaires et la nutrition élaborée au titre de son programme «Les connaissances au service de l'alimentation», sur laquelle le présent document repose.

eVALU

Notes de fin

1. Dans le domaine des systèmes alimentaires et de la nutrition, il s'écoule en moyenne 2,3 ans entre le début d'une intervention et la mesure d'évaluation finale.

2. Lane, C, Marion, P, Pande, S., Storhaug, I, Cordova-Arauz, DB, Fenton Villar, P. in-press. *Rapid Evidence Assessment: What facilitates success and failure of food systems interventions in the long-term.* New Delhi: Initiative internationale pour les évaluations d'impact (3ie).

3. Elles comprennent des interventions aussi diverses que l'organisation d'écoles sur le terrain pour les agriculteurs, l'élaboration d'une réglementation en matière de publicité et la création de réseaux de soutien par les pairs. Les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition relèvent de plusieurs domaines, à savoir : l'économie, l'agriculture, le climat et l'environnement, l'anthropométrie, le changement comportemental, la bionutrition, le développement, la qualité et l'adéquation du régime alimentaire, le caractère abordable et la disponibilité des aliments, la distribution des aliments, la sécurité alimentaire, les motivateurs intrinsèques, la teneur en micronutriments et l'autonomisation des femmes.

4. Décrit dans Lane et al. (dans la presse).

5. La différence de moyenne standardisée est une mesure statistique fréquemment utilisée dans les méta-analyses pour tenir compte, dans le cas de mesures continues, des différences dans les unités utilisées pour mesurer les résultats. Étant donné que les résultats mesurés par les études incluses sont souvent différents (p. ex., la production par hectare et la production par acre), les estimations des effets sont converties en écarts types attribués à l'intervention.

6. Le nombre total d'évaluations d'impact dans la carte actualisée des données probantes sur les systèmes alimentaires et la nutrition (carte actualisée des données probantes sur les systèmes alimentaires et la nutrition) est de 2 019.

Références

1. Bouguen, A., Huang, Y., Kremer, M. and Miguel, E. (2018) *Using RCTs to estimate long-run impacts in development economics.* w25356. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research, p. w25356. DOI: https://doi.org/10.3386/w25356

2. David, T. (2023, February 10). Long-run outcomes: Measuring program effectiveness over time (S. Kopper, Ed.). J-PAL. Disponible sur: https://www.povertyactionlab.org/blog/2-10-23/long-run-outcomes-measuring-program-effectiveness-over-time

3. Food and Agriculture Organization of the United Nations, International Fund for Agricultural Development, UNICEF, World Food Programme, and World Health Organization (2022). *The state of food security and nutrition in the world: 2022: Repurposing food and agricultural policies to make healthy diets more affordable.* FAO.

4. High Level Panel of Experts (2017). *Nutrition and food systems.* A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security.

5. Lane, C, Marion, P, Pande, S., Storhaug, I, Cordova-Arauz, DB, Fenton Villar, P. (in press). *Rapid evidence assessment: What facilitates success and failure of food systems interventions in the long-term.* New Delhi: International Initiative for Impact Evaluation (3ie).

6. Moore, N., Lane, C., Storhaug, I., Franich, A., Rolker, H., Furgeson, J., Sparling, T. and Snilstveit, B. (2021) 'The effects of food systems interventions on food security and nutrition outcomes in low-and middle-income countries', *3ie Evidence Gap Map Report 16.* New Delhi: International Initiative for Impact Evaluation (3ie). DOI: https://doi.org/10.23846/EGM016

7. The Organization for Economic Cooperation and Development (2021). *Food systems and the triple challenge. Agriculture Policy Brief.* Disponible sur: https://www.oecd.org/food-systems/understanding/triple-challenge/ (Accessed: 7 March 2023).

8. Thomas, J. and Harden, A. (2008) 'Methods for the thematic synthesis of qualitative research in systematic reviews', *BMC Medical Research Methodology*, 8, p. 45. DOI: https://doi.org/10.1186/1471-2288-8-45

9. Storhaug, I.G., Lane, C., Moore, N., Engelbert, M., Sparling, T.M. and Snilstveit, B. (2022) 'Making the most of existing research: an evidence gap map of the effects of food systems interventions in low-income and middle-income countries', *BMJ Open*, 12(6), p. e055062. DOI: https://doi.org/10.1136/bmjopen-2021-055062

10. Tree, V., Lane, C. (2022). Transforming nutrition. UN-Nutrition Journal, Volume 1. Rome, FAO. DOI: https://doi.org/10.4060/cc2805en

11. World Bank (2021). *Brief: Food security and COVID-19.* Disponible sur: https://www.worldbank.org/en/topic/agriculture/brief/food-security-and-covid-19

Références concernant l'analyse approfondie

12. Abdoulaye, A. and Sanders, J.H. (2013) 'A matching approach to analyze the impact of new agricultural technologies: Productivity and technical efficiency in Niger'.

13. Abebe, Y. and Bekele, A. (2014) 'The impact of soil and water conservation program on the income and productivity of farm households in Adama District, Ethiopia', *Science, Technology and Arts Research Journal, 3(3)*, p. 198. DOI: https://doi.org/10.4314/star.v3i3.32

14. Akoyi, K.T. and Maertens, M. (2018) 'Walk the talk: Private sustainability standards in the Ugandan coffee sector', *The Journal of Development Studies*, 54(10), pp. 1792–1818. DOI: https://doi.org/10.1080/00220388.2017.1327663

15. Baiyegunhi, L.J.S., Majokweni, Z.P. and Ferrer, S.R.D. (2019) 'Impact of outsourced agricultural extension program on smallholder farmers' net farm income in Msinga, KwaZulu-Natal, South Africa', *Technology in Society*, 57, pp. 1–7. DOI: https://doi.org/10.1016/j.techsoc.2018.11.003

16. Deschamps-Laporte, J.P. (2013) 'The impact of extension services on farming households in Western Kenya A propensity score approach'. Working Paper.

17. Funsani, W., Rickaille, M., Zhu, J., Tian, X., Chibomba, V., Avea, A.D. and Balezentis, T. (2016) 'Farmer Input Support Programme and Household Income: Lessons from Zambia's Southern Province'. *Transformations in Business & Economics, 15(3).*

18. International Fund for Agricultural Development (2018). IFAD impact assessment: Agricultural Sector Development Programme – Livestock (ASDP-L) and the Agriculture Service Support Programme (ASSP), Tanzania. Garbero, A., Chichaibelu, B.B. (eds).

19. Melesse, M.B. and Bulte, E. (2015) 'Does land registration and certification boost farm productivity? Evidence from Ethiopia', *Agricultural Economics*, 46(6), pp. 757–768. DOI: https://doi.org/10.1111/agec.12191

20. Ruml, A. and Qaim, M. (2020) 'Effects of marketing contracts and resource-providing contracts in the African small farm sector: Insights from oil palm production in Ghana', *World Development*, 136, p. 105110. DOI: https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.105110

21. World Bank (2009). *Republic of Niger Impacts of Sustainable Land Management Programs on Land Management and Poverty in Niger.* Environmental and Natural Resources Management Africa Region. World Bank Publications

Références concernant les évaluations d'impact à long terme non incluses dans l'analyse approfondie

22. Abebaw, D., Fentie, Y. and Kassa, B. (2010) 'The impact of a food security program on household food consumption in Northwestern Ethiopia: A matching estimator approach', *Food Policy*, 35(4), pp. 286–293. DOI: https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2010.01.002

23. Alderman, H., Hawkesworth, S., Lundberg, M., Tasneem, A., Mark, H. and Moore, S.E. (2014) 'Supplemental feeding during pregnancy compared with maternal supplementation during lactation does not affect schooling and cognitive development through late adolescence', *The American Journal of Clinical Nutrition*, 99(1), pp. 122–129. DOI: https://doi.org/10.3945/ajcn.113.063404

24. Alem, Y. and Broussard, N.H. (2018) 'The impact of safety nets on technology adoption: a difference-in-differences analysis', *Agricultural Economics*, 49(1), pp. 13–24. DOI: https://doi.org/10.1111/agec.12392

25. Amare, M. and Asfaw, S. (2012) 'Poverty reduction impact of food aid in rural Ethiopia', *Journal of Development Effectiveness*, 4(2), pp. 235–256. DOI: https://doi.org/10.1080/19439342.2012.674966

26. Bahta, Y. and Owusu-Sekyeer, E. (2018) 'Nexus between homestead food garden programme and land ownership in South Africa: Implication on the income of vegetable farmers', International Association of Agricultural Economists 2018 Conference, July 28-August 2, 2018, Vancouver, British Columbia. Disponible sur: https://EconPapers.repec.org/RePEc:ags:iaae18:277732

27. Chesterman, N. S., Entwistle, J., Chambers, M. C., Liu, H. C., Agrawal, A., and Brown, D. G. (2019) 'The effects of trainings in soil and water conservation on farming practices, livelihoods, and land-use intensity in the Ethiopian highlands', *Land Use Policy*, 87, p. 104051. DOI: https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2019.104051

28. Dagunga, G., Amoakowaa, A., Ehiakpor, D.S., Mabe, F.N. and Danso-Abbeam, G. (2020). 'Interceding role of village saving groups on the welfare impact of agricultural technology adoption in the Upper East Region, Ghana'. *Scientific African*, *8*, p.e00433.

29. Dawang, C. (2018) 'Impact of fishery regulatory innovation on income and nutrition of smallholder households in Plateau State, Nigeria', International Association of Agricultural Economists 2018 Conference, July 28-August 2, 2018, Vancouver, British Columbia. Disponible sur: https://EconPapers.repec.org/RePEc:ags:iaae18:277174

30. Dercon, S., Gilligan, D. O., Hoddinott, J., and Woldehanna, T. (2009) 'The Impact of Agricultural Extension and Roads on Poverty and Consumption Growth in Fifteen Ethiopian Villages', *American Journal of Agricultural Economics*, 91(4), pp. 1007–1021. DOI: https://doi.org/10.1111/j.1467-8276.2009.01325.x

31. Elias, A., Nohmi, M., Yasunobu, K., Ishida, A. & Alene, A.D. (2014) 'The effect of agricultural extension service on the technical efficiency of teff (Eragrostistef) producers in Ethiopia', *American Journal of Applied Sciences*, 11(2), pp. 223-239. DOI: https://doi.org/10.3844/ajassp.2014.223.239

32. Ferede, T., Taffesse, A. S., & Diao, X. (2017). *General equilibrium impact assessment of the Productive Safety Net Program in Ethiopia.*

33. Francesconi, G.N. and Ruben, R. (2012). 'The hidden impact of cooperative membership on quality management: a case study from the dairy belt of Addis Ababa'. *Journal of Entrepreneurial and Organizational diversity*, 1(1), pp.85-103.

34. Kuwornu, J. K., & Owusu, E. S. (2012). 'Irrigation access and per capita consumption expenditure in farm households: Evidence from Ghana,' *Journal of Development and Agricultural Economics*, 4(3). DOI: https://doi.org/10.5897/JDAE11.105.

35. Manea, R. E. (2021). *School feeding programmes, education and food security in rural Malawi* (No. 63-2020). Centre for International Environmental Studies, The Graduate Institute.

36. Mayda, A.M. and Steinberg, C. (2009) 'Do South-South trade agreements increase trade? Commodity-level evidence from COMESA', *Canadian Journal of Economics/Revue canadienne d'économique*, 42(4), pp. 1361–1389. DOI: https://doi.org/10.1111/j.1540-5982.2009.01548.x.

37. Ngarava, S., Mushunje, A., Chaminuka, P. (2018) 'Impact of livestock development programmes on production & risk: Case of the Kaonafatso Ya Dikgomo (KyD) Programme', 2018 Annual Conference, September 25-27, Cape Town, South Africa. Agricultural Economics Association of South Africa (AEASA), paper number 284761.

38. Ntakyo, P.R. and van den Berg, M. (2019) 'Effect of market production on rural household food consumption: evidence from Uganda', *Food Security*, 11(5), pp. 1051–1070. DOI: https://doi.org/10.1007/s12571-019-00959-2.

39. Okwuokenye, G.F. and Okoedo-Okojie, D.U. (2014) 'Evaluation of Extension Agents Commitment to the Agricultural Loans and Inputs Supply Programme on Special Rice Production in Delta State, Nigeria', *Journal of Applied Sciences and Environmental Management*, 18(2), p. 327. DOI: https://doi.org/10.4314/jasem.v18i2.25.

40. Prentice, A., Ward, K. A., Nigdikar, S., Hawkesworth, S., and Moore, S. E. (2019) 'Pregnancy supplementation of Gambian mothers with calcium carbonate alters mid-childhood IGF1 in a sex-specific manner', *Bone*, 120, pp. 314–320. DOI: https://doi.org/10.1016/j.bone.2018.11.011.

41. Wanyama, J. M., Nyambati, E. M., Mose, L. O., Mutoko, C. M., Wanyonyi, W. M., Wanjekeche, E., & Rono, S. C. (2010). 'Assessing impact of soil management technologies on smallholder farmers' livelihoods in North-Western Kenya'. *African Journal of agricultural research*, 5(21), 2899-2908.

42. Workneh, W.A., Takada, J. and Matsushita, S., (2020). 'The Impact of Using Small-Scale Irrigation Motor Pumps on Farmers' Household Incomes in Ethiopia: A Quasi-Experimental Approach'. *Sustainability*, 12(19), p.8142.

À propos des auteurs



Pierre Marion, est chercheur associé à l'Initiative internationale pour les évaluations d'impact (3ie) et contribue à l'élaboration d'examens systématiques et de cartes de données probantes au sein du Bureau des synthèses et des examens du 3ie. Avant de rejoindre 3ie, il a travaillé pour plusieurs organisations de développement, dont le Fonds international de développement agricole (FIDA), un organisme spécialisé des Nations Unies, la Banque mondiale et l'Institute of Development Studies. Son travail portait principalement sur les évaluations d'impact concernant des projets au Tchad, en République démocratique du Congo, au Niger, au Sénégal, en Tanzanie, en Tunisie et en Ouganda, notamment dans les domaines de l'agriculture, du développement rural, de la santé et de l'épanouissement des enfants, de l'éducation et des conflits. Au FIDA, il a également contribué à la synthèse des données probantes sur des thématiques liées à l'agriculture. En outre, il a fait partie de l'équipe d'étude Young Lives au département du développement international de l'Université d'Oxford. Pierre est titulaire d'une licence en économie et en finances de l'Université de Manchester et d'une maîtrise en économie du développement de l'Université de Sussex (Angleterre), où il fait actuellement son doctorat en économie.



Charlotte Lane, spécialiste senior des évaluations et cheffe de file dans le domaine de la nutrition, contrôle le portefeuille de l'Initiative internationale pour les évaluations d'impact (3ie) en matière de nutrition et de sécurité alimentaire. Elle gère des projets d'évaluation et de synthèse intersectoriels en vue de favoriser la transformation des systèmes alimentaires et l'adoption de régimes alimentaires sains. Avant de rejoindre 3ie, elle a mené des recherches sur des nourrissons exposés au VIH et des nourrissons non infectés par le virus en Afrique subsaharienne. Elle a également travaillé sur des initiatives de santé publique et de sécurité alimentaire au Burkina Faso. Charlotte est titulaire d'une licence en biologie évolutive humaine de l'Université de Harvard et d'un doctorat en épidémiologie nutritionnelle de l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill, aux États-Unis..

Table ronde sur le secteur de l'électricité au Kenya : un événement dédié à l'apprentissage visant à améliorer les services d'électricité du dernier kilomètres

Une évaluation d'impact réalisée par IDEV a servi de base à une table ronde sur le secteur de l'électricité qui s'est tenue le 4 avril 2023 à Nairobi (Kenya). IDEV, en collaboration avec le bureau régional d'Afrique de l'Est de la Banque africaine de développement (BAD) à Nairobi, a organisé cette table ronde pour permettre aux experts du secteur d'échanger sur les conclusions, les enseignements pratiques et les recommandations tirés de l'évaluation et d'autres études. Le thème de l'événement était Beyond Umeme for All (Umeme signifie «électricité» en swahili).

En savoir plus:

https://idev.afdb.org/fr/news/une-table-ronde-du-secteur-de-lelectricite-au-kenya-un-evenement-dapprentissage-pour-ameliorer



L'actualité en images

Orienter l'action face à la crise climatique : données probantes d'IDEV/de la BAD

Lors d'une réunion du Réseau du Comité d'aide au développement (CAD) sur l'évaluation du développement (EvalNet) les 22 et 23 février à Paris, l'évaluatrice générale à la Banque africaine de développement (BAD), Karen Rot-Münstermann, a profité de l'occasion pour présenter deux produits issus des sources de connaissances d'IDEV, à savoir une évaluation des efforts de la BAD visant à intégrer les questions de la croissance verte et des changements climatiques dans les interventions de la BAD et un document sur les voies transformatrices fondées sur des données probantes vers la promotion de la résilience climatique et une transition énergétique juste pour l'Afrique.



En savoir plus:

https://idev.afdb.org/fr/news/eclairer-laction-ambitieuse-sur-la-crise-climatique-lexperience-didevbad

Échange de connaissances avec les partenaires de l'Initiative Twende Mbele en vue de tirer le meilleur parti des évaluations

En tant que partenaire fondateur de Twende Mbele, une initiative d'apprentissage entre pairs de pays africains lancée en 2017, IDEV a activement partagé ses connaissances et processus avec ses membres depuis le départ. En 2022 et 2023, trois personnes chargées de la gestion des connaissances d'IDEV ont contribué à diverses occasions à des déjeuners-séminaires Twende Mbele sur le thème «Intégrer la gestion des connaissances et la communication dans le processus de suivi et d'évaluation (S&E)». Ces événements étaient principalement destinés au personnel du gouvernement et à d'autres acteurs du développement et ont réuni au total plus de 350 participants. Ces derniers ont été informés sur l'approche stratégique d'IDEV en matière de gestion des connaissances et de communication et ont eu un aperçu du processus opérationnel utilisé par l'équipe d'IDEV pour que les évaluations soient mieux acceptées et valorisées.

Le 16 février 2023, Jacqueline Nyagahima, chargée principale de la gestion des connaissances à IDEV, a également participé à un déjeuner-séminaire Twende Mbele, au cours duquel elle a présenté l'approche d'IDEV en matière de diffusion des conclusions issues des évaluations.

Le 11 novembre 2022, Dieter Gijsbrechts, chargé principal de la gestion des connaissances à IDEV, a pris part au même type de déjeuner



pour y exposer l'approche d'IDEV en matière de cartographie des parties prenantes dans le cadre des efforts d'IDEV visant à accroître la portée et la valeur des produits d'évaluation pour un public cible.

Le 31 août 2022, Jayne Musumba, cheffe de service par intérim de la division Gestion des connaissances, dissémination et renforcement des capacités d'IDEV, a dirigé l'un de ces déjeuners-séminaires et y a présenté l'approche d'IDEV en matière de communication sur les évaluations pour accroître la demande en évaluations.

En savoir plus::

https://idev.afdb.org/fr/news/partage-des-connaissances-avec-les-partenaires-de-twende-mbele-pour-maximiser-la-valeur-des

Fraîchement publié

Rapport de synthèse sur la validation des rapports d'achèvement de projet 2020-2021 et des rapports de supervision élargie

La Banque africaine de développement (BAD ou « la Banque ») entreprend l'auto-évaluation de ses opérations souveraines (OS) et non souveraines (ONS) par le biais de rapports d'achèvement de projet (RAP) et de et de rapports de supervision élargis (XSR) produits par les départements des opérations désignés. IDEV valide de manière indépendante un échantillon de ces RAP et RSE chaque année et produit un rapport de synthèse biennal. Pour la période 2020-2021, IDEV a préparé un rapport de synthèse qui combine les validations de 126 RAP et de 16 RSE. Le but de ce rapport est de fournir des preuves crédibles sur la performance du projet, la qualité des RAP et des RSE, y compris les systèmes de suivi et d'évaluation (S&E) du projet, la conformité aux directives de la Banque en matière de RAP et de RSE, et les principaux enseignements tirés des constatations.

En savoir plus:

https://idev.afdb.org/fr/document/rapport-de-synthese-sur-la-validation-des-rapports-dachevement-de-projet-2020-2021-et-des



Guinée Equatoriale: Validation de la Revue à mi-parcours du Document de Stratégie Pays (2018-2022)

L'Évaluation indépendante du développement (IDEV) de la Banque africaine de développement (« la Banque ») a achevé la validation de la Revue à mi-parcours (RMP) du Document de stratégie pays (DSP) de la Banque en Guinée équatoriale pour la période 2018-2022. L'exercice de validation était une évaluation indépendante de l'examen à mi-parcours du document de stratégie pays pour confirmer que les résultats étaient crédibles et fondés sur des preuves solides, et pour tirer des enseignements pour les futurs examens à mi-parcours de la stratégie pays.

En savoir plus:

https://idev.afdb.org/fr/document/validation-de-la-revue-mi-parcours-du-document-de-strategie-pays-dsp



Niger: Validation de la Revue à Mi-Parcours du Document de Stratégie Pays (2018-2022)

L'Évaluation indépendante du développement (IDEV) a procédé à la validation de la revue à mi-parcours du Document de stratégie pays (DSP 2018-2022) du Groupe de la Banque africaine de développement («la Banque») pour le Niger. Au moment de la préparation de la revue à mi-parcours (août 2021), le portefeuille de la Banque comprenait 13 projets actifs d'une valeur totale de USD 620 millions, comprenant 8 projets nationaux et 5 projets multinationaux.

En savoir plus:

https://idev.afdb.org/fr/document/niger-validation-de-la-revue-mi-parcours-du-document-de-strategie-pays-2018-2022

Evaluation de l'impact du Projet d'Appui à la Modernisation des Finances Publiques financé par la Banque Africaine de Développement en République Démocratique du Congo

IDEV a réalisé une évaluation d'impact du Projet d'Appui à la Modernisation des Finances Publiques (PAM-FP) en République Démocratique du Congo (RDC), financé par le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD ou «la Banque»). Ce projet a été approuvé en 2012 pour un montant total de 10 millions d'UC (15 millions USD) du Fonds Africain de Développement et s'est achevé en 2017.

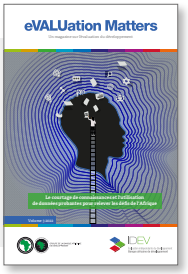
En savoir plus:

https://idev.afdb.org/fr/document/evaluation-dimpact-gouvernance-RDCongo





Editions précédentes



Volume 3, 2022 : *Le courtage de connaissances et l'utilisation de données probantes pour relever les défis de l'Afrique*

Pour décrypter le courtage de connaissances dans le contexte de l'évaluation du développement et son importance, cette édition aide à déterminer les entités produisant les connaissances, leurs utilisateurs et la manière dont elles sont utilisées, les courtiers de connaissances et la manière dont ils les transmettent, et les environnements favorisant ou empêchant l'efficacité du courtage de connaissances.

https://idev.afdb.org/fr/document/le-courtage-de-connaissances-et-lutilisation-de-donnees-probantes-pour-relever-les-defis-0



Volume 2, 2022 : *Édition spéciale semaine 22 de l'évaluation*

Cette édition d'eVALUation Matters s'appuie sur les discussions, les connaissances échangées et d'autres contributions issues de la Semaine d'évaluation du développement de la BAD 2022, qui s'est déroulée en ligne du 28 au 30 septembre 2022. L'édition portait sur le thème «Construire une Afrique plus forte et plus résiliente».

https://idev.afdb.org/fr/document/semaine-de-levaluation-2022-0



Volume 1, 2022 : *L'avenir de l'évaluation d'impact en Afrique*

Évaluer l'impact des interventions est un exercice technique et complexe. Il est nécessaire de disposer de compétences, de méthodes et de capacités humaines et institutionnelles particulières pour être capable d'analyser l'impact d'une intervention et de déterminer ses impacts positifs et négatifs ou leur caractère intentionnel. Par ailleurs, pour qu'une évaluation soit de bonne qualité, elle doit avoir une fondation solide axée sur la théorie et être alimentée par des sources de données quantitatives et qualitatives appropriées.

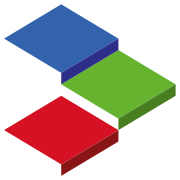
https://idev.afdb.org/fr/document/lavenir-de-levaluation-dimpact-en-afrique



Volume 3, 2021 : *Tirer les leçons des succès et des échecs de l'évaluation*

Les succès et les échecs font partie intégrante de l'évaluation: les évaluateurs y sont confrontés du début à la fin du processus. Mais les évaluateurs en tirent-ils des leçons? Si oui, où va cet apprentissage? Les évaluateurs eux-mêmes et leurs clients en bénéficient-ils ? Que ce soit au cours d'une pandémie mondiale comme le COVID-19, ou dans des zones géographiques spécifiques telles que les zones de conflit et les zones humanitaires, l'expérience a montré que le contexte est un facteur déterminant tout au long de l'approche de l'évaluation en ce qui concerne les défis, les réussites et les échecs. L'identification et la compréhension de ces différents paramètres devraient permettre aux évaluateurs de mener à bien leur rôle avec succès en tenant compte des leçons tirées de l'expérience afin d'obtenir des résultats probants à l'avenir.

https://idev.afdb.org/fr/document/lavenir-de-levaluation-dimpact-en-afrique



IDEV

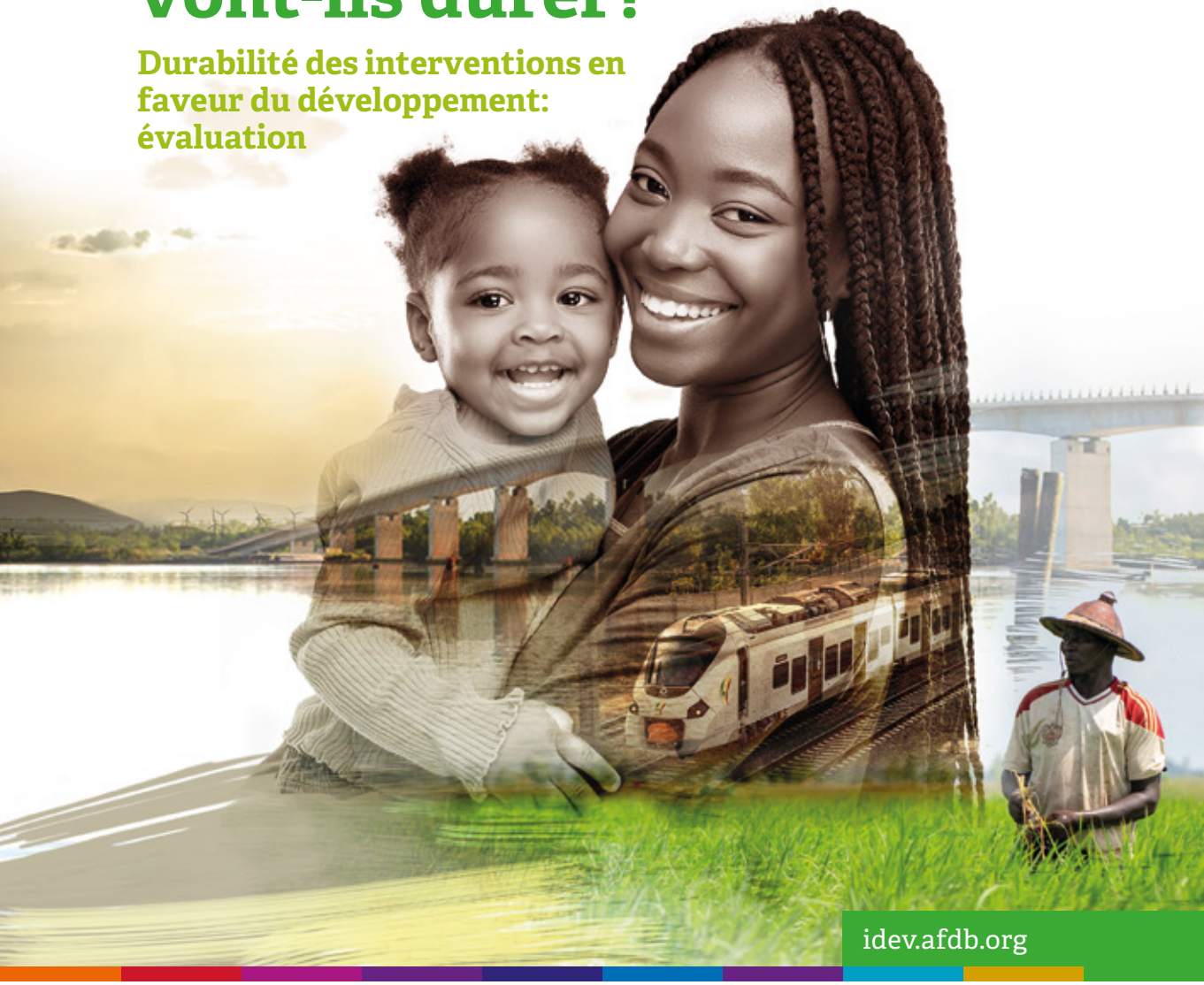
Évaluation indépendante du développement
Banque africaine de développement

IDEV

Évaluation indépendante du développement
Banque africaine de développement

Les avantages résultant de ces interventions vont-ils durer?

Durabilité des interventions en faveur du développement: évaluation



idev.afdb.org

Banque africaine de développement
Avenue Joseph Anoma, 01 BP 1387, Abidjan 01, Côte d'Ivoire
Tél : +225 27 20 26 28 41
Courriel : idevhelpdesk@afdb.org